

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 18 FÉVRIER 1909.

Budget du Ministère des Finances pour l'exercice 1909 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. GILLÈS DE PELICHY.

MESSIEURS,

Le projet de budget du Ministère des Finances pour l'exercice 1909 s'élève, pour les dépenses ordinaires, à la somme de 21,269,665 francs et pour les dépenses exceptionnelles à celle de 8,000 francs; soit, au total, 21,277,665 fr., somme égale au montant du Budget de 1908.

Les observations particulières insérées dans la Note préliminaire se bornent à justifier :

A) Au chapitre III, art. 20 et 22, une *réduction* : 1° de 4,000 francs sur le crédit alloué en 1908 pour les frais de bureau et de tournées;

2° De 7,000 francs sur les frais de police en matière de douane et d'accise.

B) Au chapitre IV, art. 27, et au chapitre V, art. 53, une *augmentation* : 1° de 5,000 francs pour les traitements d'attente des agents en disponibilité;

2° De 6,000 francs pour secours à accorder, à défaut de pension, à d'anciens fonctionnaires.

Le crédit exceptionnel de 8,000 francs est nécessaire pour permettre à la Commission de refonte des lois sur les droits d'enregistrement, etc., instituée par arrêté royal du 24 janvier 1907, de remplir sa mission en 1909.

Ces observations, justifiées sous chaque article, n'ont fait l'objet d'aucune critique, ni dans les sections ni en section centrale.

L'examen, en sections, de l'ensemble du projet de budget, donna lieu aux observations suivantes, extraites des procès-verbaux :

1. Un membre demande s'il n'est pas dans les intentions du Gouvernement d'améliorer la situation des douaniers.

2. Un autre membre sollicite le libre parcours pour les accisiens dans leur ressort.

(1) Budget, n° 4^{XII}.

(2) La Section centrale, présidée par M. Harmignie, était composée de MM. Augusteyns, Denis, Fléchet, Cousot, Gillès de Pelichy, Cartuyvels,

3. Un membre demande la codification des lois fiscales : accises, douanes, patentes, etc., et un autre membre préconise, en attendant ce résultat, une publication coordonnée des textes actuellement épars.

4. Un membre propose la division des grandes conservations hypothécaires et la révision du régime hypothécaire; un autre membre sollicite la revision du régime des patentes.

5. Un membre déclare que le crédit qui figure au budget pour fournitures de papier, etc. (1), lui paraît exagéré, et un autre membre critique les dépenses excessives d'impression.

Le procès-verbal de deux sections ayant négligé de donner le relevé exact des votes qui y furent émis, force nous est de renoncer à en donner la nomenclature.

Pour répondre au désir exprimé par la Chambre, de voir les rapports distribués le plus rapidement possible, la section centrale a décidé de borner, avant tout, son travail, cette année, à l'étude du budget et à l'examen des différents points soulevés au sein des sections.

Les discussions portèrent principalement sur les institutions de crédit, le régime des patentes, la codification des lois fiscales, les discordances entre les statistiques du commerce international dressées en Belgique et les statistiques correspondantes dressées à l'étranger, la réorganisation du service des accises et les améliorations réclamées par certaines catégories d'employés.

I. — LE PETIT CRÉDIT.

La Commission nationale de la Petite Bourgeoisie, instituée, dans notre pays, par arrêté royal du 10 avril 1902, constate « que le crédit fait aux classes moyennes de l'industrie et du commerce par les fournisseurs de matières premières (matériaux ou marchandises) place, dans certains cas, ceux qui y recourent, dans des conditions défavorables ».

Cette commission admet encore que « parmi les moyens actuellement pratiqués pour satisfaire aux besoins de crédit, les opérations abusives de l'escompte par les fournisseurs, l'escompte par les prêteurs à la semaine, ou par les banques occultes, constituent un danger véritable contre lequel il faut prémunir les intéressés et demander le concours éventuel du législateur ».

Elle signale l'exemple des lois récentes qui, en Allemagne, en Autriche, en Angleterre, en Suisse, en Suède, ont établi une sanction civile ou pénale contre les actes usuraires.

Elle affirme, en outre, que « les conditions dans lesquelles se présentent les besoins de crédit des classes moyennes différant de celles du grand commerce et de la grande industrie, il y a lieu d'y pourvoir par des organismes distincts ou par une adaption spéciale d'organismes existants » (2).

(1) Chap. I, art. 5.

(2) Séance plénière du 23 avril 1907.

Sur le *principe* tout le monde est d'accord; le crédit étant l'âme des affaires « sa bonne organisation est indispensable à l'autonomie économique des classes moyennes de l'industrie et du commerce »; et « les institutions actuelles ne répondent pas à cette situation » (1).

Les avis diffèrent seulement sur les *moyens* à employer pour améliorer le petit crédit (2). Deux systèmes se sont fait jour durant les délibérations de la Commission nationale : le régime *mutuelliste* et le régime *syndical*. La Commission a estimé que tous deux pouvaient être mis concurremment à l'essai.

Le premier système a été exposé, l'an dernier, dans les notes de la minorité, annexées aux rapports des sections centrales qui ont examiné le Budget des voies et moyens et le Budget du ministère des finances. Les caractères principaux de ce projet sont résumés comme suit par M. H. Lambrechts dans un ouvrage récent, intitulé : *De la capacité de la concurrence des artisans* (3). L'auteur de ce système « conçoit, dit-il, les relations des artisans et des petits commerçants comme un cycle qu'il est possible de circonscrire dans un *mutuellisme* large. A l'intérieur, plus de monnaie : des chèques de virement et des compensations; ce n'est qu'à titre exceptionnel qu'il y aurait lieu de sortir de ce cycle et d'user d'instruments monétaires, par exemple, pour payer des importations étrangères, en attendant l'internationalisation du comptabilisme.

» Dans cette conception, les associations de crédit deviendraient des bureaux sectionnaires de comptabilité et l'institut central, qui les grouperait, un office intermédiaire de compensations. Il ne serait presque pas nécessaire de l'alimenter, son *mutuellisme* lui suffisant. »

Et l'auteur du projet, M. Denis, le caractérise en ces termes : « Cette constitution d'un marché fermé, je la cherchais dans l'extension de la mutualité pure avec le développement du chèque, de la compensation, l'élimination de la monnaie métallique, la gravitation vers un *amétallisme* progressif » (4).

Le second système s'inspire, en plusieurs endroits, du régime syndical allemand basé sur le principe d'une collaboration hiérarchique de plusieurs organes : caisses locales, caisses régionales, caisse centrale (5).

Le régime prussien, auquel le second système fait de si larges emprunts, a été fort bien résumé par M. Lambrechts dans l'étude citée plus haut (6). Voici ce passage :

(1) Séance plénière du 30 avril 1907.

(2) *Le petit crédit* a fait récemment l'objet d'une intéressante enquête en Belgique, en Russie, en France, en Italie et en Suisse de la part d'une Commission spéciale, créée par l'*Institut international pour l'étude du problème des classes moyennes*.

(3) P. 104.

(4) Note de la minorité annexée au rapport de la section centrale qui examina le Budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1908, p. 54.

(5) *Commission nationale de la petite bourgeoisie*. Rapports et vœux, p. 123.

(6) *De la capacité de concurrence des artisans* (petits industriels): p. 221.

« Un exemple qui se recommande de treize années d'expérience et de succès est celui de la Caisse centrale de Prusse. Cette caisse est autonome; elle a une personnalité juridique propre et se trouve dotée par l'Etat à concurrence de 50 millions de marks, avec stipulation d'intérêts facultatifs.

» Créée par la loi du 31 juillet 1895, la *Preussische central Genossenschaftskasse* a vu successivement porter de 5 à 20 (loi du 8 juin 1896), puis à 50 millions de marks (loi du 20 avril 1898), la dotation initiale de l'Etat. Il a déjà été question au Parlement d'une nouvelle augmentation.

» C'est une institution de l'Etat; ses fonctionnaires ont rang de fonctionnaires publics; il n'y a pas d'actionnaires, donc pas de dividendes à servir. *Le service social du petit crédit est sa seule préoccupation.*

» L'organisation et le fonctionnement d'un institut financier aussi important dépendent d'un certain nombre de règles qui regardent principalement la technique des opérations de banque : gestion des fonds, placement liquides et sûrs, relations avec les autres instituts financiers de l'Etat; la *Seehandlung*, la Banque de l'Empire, le Trésor; points de contact avec les grandes banques internationales, etc.

» Le but dernier de l'institut est d'achever l'œuvre de la compensation de la Banque de l'Empire, en rendant aux classes moyennes les services que celle-là rend aux grosses entreprises et en organisant l'échange des disponibilités avec elle et avec le marché général de l'argent (1).

» Son objet immédiat est de procurer à ces classes moyennes du crédit dans la forme appropriée, en quantité suffisante et à bon marché.

» Comme ses créateurs étaient d'avis que cela ne pouvait se faire que grâce à l'organisation syndicale, il en résulta que la propagande syndicale fit partie intégrante de sa mission (2).

» Ainsi s'explique que la Caisse centrale est un institut à la fois *commercial* et *social*; son organisation interne est conçue de façon à répondre à cette double activité.

» L'Etat, qui seul pouvait créer avec son crédit propre un institut ainsi organisé, n'a pas jugé pouvoir l'adapter aux formes connues du Code de commerce ou de la loi des associations de 1889, pas plus qu'il n'a voulu accepter une responsabilité sans limite (3). De là, la forme spéciale que lui donne la loi et la personnalité civile distincte de celle de l'Etat, lequel ne perdra en toute occurrence que sa mise; quelque chose d'analogue avait été fait en 1875 (loi du 14 mars) pour la création de la Banque d'Empire.

» Si, plus tard, le Ministre des Finances trouve bon d'autoriser les associations à participer au capital propre de cet institut, elles ne seront cependant jamais placées sur un pied d'égalité avec le premier actionnaire, l'Etat, à qui seul reviennent le contrôle et les pouvoirs directeurs.

» La Caisse centrale prussienne restera toujours un institut unique, sans comptoirs locaux; c'est une question de principe. Après mûr examen, on a

(1) Dr Carl HEILIGENSTADT. *Die Preuss. Centralgenossenschaftskasse*, pp. 45 et 53.

(2) Ministre V. Miquel, Ch. des députés de Prusse. *Annales*, pp. 40 à 52, 1899.

(3) Exposé des motifs, doc. n° 208, session 1895.

reconnu l'impossibilité de décentraliser son action par un système d'agences locales. Cependant, comme la solvabilité des individus à qui allait l'argent et l'emploi utile des prêts était la base du crédit qu'on voulait créer, il fallait un ou plusieurs *organismes intermédiaires*, peu égoïstes et animés de l'esprit d'altruisme qui préside à la gestion de la Caisse centrale.

» Ces *organismes intermédiaires*, ce sont les associations de crédit, qui unissent les emprunteurs dans une caution mutuelle, et les caisses fédérales, qui groupent les associations en les cautionnant semblablement. Pour faire fonctionner convenablement le tout, il suffira de chasser des associations existantes l'esprit de lucre, qui leur fait beaucoup de tort, ou de créer de nouvelles associations douées de l'esprit nouveau, si les anciennes se montrent incorrigibles.

» Ainsi, à chaque pas, l'activité sociale de la Caisse centrale se mêle à son activité économique.

» N'ayant pas derrière elle la garantie illimitée de l'État, la Caisse centrale devait avoir un capital propre, assez élevé pour lui permettre de faire bonne figure dans le monde des affaires, et de classer sa signature à l'égal des autres instituts officiels. Cependant, ce capital, selon les règles posées par les fondateurs, n'est point l'aliment des affaires; il doit jouer principalement le rôle d'un *fonds de réserve*; de fait, une grande partie des obligations formant la dotation de l'État est toujours restée enfouie dans les coffres-forts de la Caisse, qui travaille avec l'argent de ses déposants (dernier chiffre d'affaires : 12 milliards pour 50 millions de capital).

» Le fait que beaucoup de fonds « étrangers » (1) sont engagés dans les avances aux associations oblige la Caisse centrale à une liquidité supérieure à celle admise par les banques de commerce. Car, si le papier syndical est solide, il n'est pas aisément réalisable, et ce serait entraver essentiellement l'œuvre sociale entreprise que de s'exposer à devoir dénoncer, à chaque contraction du marché, les crédits des comptes courants. Ceci explique les trois augmentations successives du capital, et la nécessité de nouvelles augmentations si le mouvement syndical continue à s'accroître dans les proportions où il l'a fait d'abord.

» Cependant, comme il ne s'agit pas de crédits fictifs qu'on multiplie à volonté, et que, somme toute, la clientèle est fermée, il arrivera un moment où l'on aura atteint la stabilité, parce que des institutions, en quantité suffisante et suffisamment riches, pourront suivre par elles-mêmes la progression plus posée du syndicalisme dans les classes moyennes.

» Lorsque nous voyons limiter le genre d'affaires et la clientèle de la Caisse centrale, c'est le principe social qui intervient.

» Ainsi, les garanties hypothécaires sont exclues parce qu'on se propose précisément de dégrever la terre par l'application du crédit personnel au cultivateur. Les prêts directs, soit à des personnes individuelles, soit même à des associations, sont interdits, parce qu'on veut rendre indispensable tout le système syndical avec ses groupements locaux et fédéraux.

(1) C'est-à-dire autres que le capital et les réserves.

» Ces limitations ne sont pas toutes inscrites dans la loi, ni portées avec la même inflexibilité, parce que les besoins commerciaux de la Caisse peuvent exiger des dérogations. On a dû lui permettre une activité accidentelle pour rendre possible le but essentiel ; toutes les opérations de crédit réel autorisées par la loi ont ce caractère accessoire et transitoire.

« A propos des caisses fédérales, il ne faut pas croire qu'il s'agisse seulement de celles-là dont les membres sont des associations de crédit ; une série de syndicats d'achat de matières premières, d'outillage, de vente, etc., peuvent très bien former une association fédérale, dénommée Union ou Caisse fédérale ; et pourvu que celle-ci soit en règle avec la loi de 1889, elle participera aux crédits de la Caisse centrale. »

Non seulement les pouvoirs publics allemands sont intervenus généreusement pour assurer l'*existence* et le *fonctionnement* des institutions de petit crédit, mais ils ont encore pourvu à leur *large diffusion* et à l'*usage rationnel et bienfaisant* que peuvent et doivent en faire les classes moyennes.

De tels exemples ne peuvent être perdus pour nous ; appropriées à nos usages et à nos besoins, ces institutions pourraient utilement servir de base à une organisation nouvelle.

Ce que nos voisins ont réalisé en faveur de la petite bourgeoisie, nous le réaliserons à notre tour, si nous le voulons. Ne perdons point un temps précieux, mettons résolument la main à l'œuvre.

Pénétrée de cette idée, la section centrale émet le vœu de voir le Gouvernement s'occuper activement et pratiquement de l'amélioration du petit crédit.

PREMIÈRE QUESTION.

« Que compte faire le Gouvernement pour favoriser le petit crédit ? Qu'a-t-il déjà réalisé dans cette voie ? »

RÉPONSE.

« Une administration a été créée récemment au Département de l'Industrie et du Travail, sous le nom d'office des métiers et négoce, avec mission d'étudier notamment les institutions de crédit à l'usage des artisans, petits patrons et détaillants (arrêté royal du 25 mars 1908, art. 5 et 6). Si ces études aboutissaient à un projet d'organisation du petit crédit, le Département des Finances ferait un effort pour venir en aide à la situation plutôt inférieure où se trouve actuellement le petit crédit en Belgique. »

(Voir *Annales parlementaires* de la Chambre, séance du 1^{er} mai 1908, p. 1745).

Voici le passage du discours de l'honorable Ministre des Finances auquel il vient d'être fait allusion. Nous croyons utile de le reproduire ici, parce qu'il apportera un élément nouveau à la discussion et parce qu'il fera mieux connaître les vues du Gouvernement :

« Tout en approuvant la politique suivie par la Banque Nationale dans la fixation du taux d'escompte, il (M. Denis) voudrait arriver à la séparation de

l'escompte intérieur et de l'escompte international. Le relèvement du taux de l'escompte n'ayant pour but que d'empêcher l'exportation du numéraire, la hausse devrait, d'après l'honorable membre, atteindre ceux-là seulement qui en exportent et laisser indemnes ceux qui ne font de l'escompte que pour le marché national.

» Ce serait parfait; seulement, c'est irréalisable. J'en ai fait la démonstration détaillée en 1900 pendant la discussion de la loi prorogeant la durée de la Banque Nationale; je n'y reviendrai pas en détail et me bornerai à faire observer que la distinction souhaitée par l'honorable membre est en contradiction avec le principe même qui règle la fixation du taux de l'escompte.

» En effet, on ne le relève pas uniquement, comme on le croit dans le public, pour arrêter l'élan des escompteurs et ralentir les demandes d'escompte : on le fait aussi pour offrir aux capitalistes du pays un placement aussi rémunérateur que celui par lequel on les tente du dehors, on le fait enfin pour attirer dans le pays les capitaux étrangers par l'appât d'un intérêt élevé.

» Il est manifeste que toute mesure qui, au moment où la hausse de l'escompte est reconnue nécessaire, aurait pour effet d'assurer sur le marché intérieur un escompte abondant à taux réduit, empêcherait la hausse décrétée par la Banque Nationale de produire la triple conséquence indiquée ci-dessus : la demande d'escompte ne serait pas diminuée, les capitalistes belges n'auraient pas intérêt à retenir leurs fonds en Belgique, les capitalistes étrangers n'auraient pas intérêt à les y envoyer; ce serait l'organisation de la crise.

» La pénurie s'accentuerait et les premières victimes seraient ceux-là auxquels on aurait voulu procurer l'escompte à bon marché; pour avoir prétendu leur éviter de subir au moment opportun la hausse momentanée de l'escompte, on aurait fini par rendre nécessaires des taux oppressifs et quasi prohibitifs; ce serait l'arrêt des affaires, la ruine de ceux qu'on a voulu sauver.

» Mais, objecte l'honorable M. Denis reprenant l'aphorisme de Jean-Jacques Rousseau : « Ce qui est, est possible »; or cela est : Voyez ce qui s'est passé récemment à l'Union du Crédit, voyez ce qui se passe à la « Central-Genossenschaft-Kasse » de Berlin.

» Ce qui est, est possible, je n'ai garde de le contester; mais il n'est pas permis d'en déduire que ce qui est à titre d'exception, soit possible à titre de règle générale. On se passe exceptionnellement d'aliments pendant vingt-quatre heures, mais je ne sache pas que, sur la foi de l'aphorisme de Jean-Jacques, jamais personne ait conclu à la possibilité de faire de l'exception la règle.

» Voyons les deux cas invoqués.

» L'Union du Crédit, à laquelle nous avons donné une structure juridique par la loi du 16 mai 1901, est au fond une société coopérative : les bénéfices et les pertes se partagent entre les crédités. Dans une société coopérative on a le choix ou de traiter sans bénéfice ou de traiter avec bénéfice et de risquer celui-ci.

» L'Union du Crédit, ayant des disponibilités, a pratiqué la première méthode; elle a renoncé à la totalité ou à une partie des bénéfices qu'elle aurait pu prélever sur l'escompte; elle en distribuera d'autant moins à la fin de l'exercice, absolument comme une boulangerie coopérative qui a des disponibilités en farines vendrait le pain au-dessous du prix de hausse, sauf à ne pas distribuer le bénéfice qu'elle aurait réalisé si elle l'avait vendu au prix normal. Le rabais accordé est compensé par le manque à gagner.

» Mais il y a une condition pour que les sociétés coopératives puissent agir ainsi, c'est qu'elles aient des disponibilités; or, il y a des limites à celles-ci; et dès le jour où l'Union du Crédit devrait réescompter son papier à la Banque Nationale, la règle reprendrait son empire. Il s'agit donc d'une situation purement transitoire, d'une exception.

» Remarquons en passant que même dans l'hypothèse où l'Union du Crédit n'aurait fait au moyen de ses disponibilités que de l'escompte national, on peut être certain que le produit en a été partiellement employé par ses clients à faire des paiements à l'étranger, cela n'est pas douteux; la séparation du crédit national et du crédit international poursuivie par l'honorable M. Denis n'aura donc pas été réalisée.

» Quant à la « Central Genossenschaftskasse » de Prusse, ou simplement la Caisse centrale, dont j'ai étudié le fonctionnement, c'est une erreur de croire qu'elle fasse l'escompte du papier de la petite bourgeoisie à un taux notablement inférieur — inférieur de moitié, a-t-on écrit — à celui de la Reichsbank : le taux de la Caisse centrale n'est, en général, inférieur que de quelques centimes pour cent au taux régulateur de la Reichsbank, et cet escompte n'est pas dispensé directement aux particuliers, ni même aux mutualités, mais aux fédérations d'associations de crédit mutuel qui, très probablement, sont obligées de l'augmenter dans une certaine proportion pour couvrir leurs risques et leurs frais. La Caisse centrale leur fait aussi des prêts sur nantissement au même taux que la Reichsbank, qui prélève d'habitude sur les nantissements 1 p. c. au delà du taux de l'escompte, conditions notablement plus onéreuses que celles de la Banque Nationale de Belgique : le taux des nantissements a été de 6.41 p. c. en 1906 à la Caisse centrale, il a été de 3 à 3 1/2 p. c. à la Banque Nationale.

» Enfin, comme le fait remarquer M. Denis dans sa note de minorité, la Caisse centrale reçoit les dépôts des fédérations à 3 p. c. et leur fait des avances à 3 1/2 p. c. Le crédit, sous ces trois formes : escompte, nantissement, avances en compte courant, comportait en 1906 un total de 77,901,400 marks, mais le capital de garantie des 13,912 associations affiliées s'élevait à 191,430,700 marks !

» Mais cette organisation est loin d'embrasser le marché intérieur; encore une fois, elle constitue une exception, car une des caractéristiques de ces associations, c'est de ne comprendre que ce qu'on a appelé une clientèle fermée; n'y entre pas qui veut : il faut exercer des professions déterminées et le crédit est réglementairement limité pour chaque membre; personne, quelle que soit sa solvabilité, ne peut dépasser un crédit fixé pour tous.

» Je ne veux pas quitter ce sujet sans faire observer que, contrairement

à une opinion qui a cours en Belgique, l'organisation prussienne ne procure pas le crédit sans de solides garanties et à l'aventure : il y a en Allemagne une admirable efflorescence, inconnue ici, de sociétés de crédit mutuel qui se sont puissamment développées depuis la création de la Caisse centrale en 1895 ; mais dès avant cette création, contre laquelle ont, d'ailleurs, protesté les interprètes autorisés de Schulze-Delitzsch et de Raiffeisen, elles faisaient annuellement pour 1 1/2 milliard d'affaires.

» Quoi qu'il en soit, le crédit de la petite bourgeoisie mérite toute notre sollicitude ; et si le concours de l'initiative privée ne nous fait pas défaut, je ne désespère pas de pouvoir tenter un effort pour seconder les bonnes volontés et venir en aide à la situation plutôt inférieure où se trouve actuellement le petit crédit en Belgique. »

La section centrale enregistre avec satisfaction cette dernière phrase. Pour le plus grand bien des classes moyennes si dignes de l'intérêt et de la protection toute spéciale des pouvoirs publics, elle émet le vœu de voir ces excellentes dispositions suivies, à bref délai, d'un heureux résultat.

II. — LE « CLEARING ».

La récente crise américaine qui s'est manifestée par la contraction monétaire a appelé l'attention de la section centrale sur l'opportunité de développer notre outillage monétaire et sur les moyens reconnus aptes à ménager le plus possible sa circulation matérielle.

L'historique des chambres de compensation a été fait, l'an dernier, dans le rapport déposé au nom de la section centrale qui en a examiné le projet de Budget des Voies et Moyens et dans une note de la minorité jointe à ce rapport. Nous n'y reviendrons pas.

Nous ne nous étendrons pas non plus sur l'utilité de cette création ; les services qu'elle est appelée à rendre ne sont un secret pour personne ; nombreux sont ceux qui attendent de grands profits de l'économie de temps et d'argent que leur assure le recouvrement des créances mutuelles par un simple jeu d'écritures. L'exemple de Londres et de New-York, où les opérations de ce genre se chiffrent par des centaines de milliards, est, en effet, fort suggestif.

La section centrale qui a examiné, cette année, le Budget du Ministère des Finances s'est bornée à manifester le désir d'être mise au courant de la réglementation nouvelle, des opérations faites et des résultats obtenus. C'est dans ce but qu'elle a décidé de poser au Gouvernement la question suivante :

2^e QUESTION.

« Le Gouvernement peut-il fournir les renseignements suivants au sujet de l'institution du « clearing house » ?

» Comment cette chambre de compensation a-t-elle été conçue ?

» A quelles conditions l'affiliation est-elle soumise ?

» Dans quelle mesure les établissements de crédit participent-ils à ce service de compensation ?

» Quelles sont les adhésions reçues actuellement et l'importance correspondante des dépôts en compte courant ? »

RÉPONSE.

« Par application de l'article 35 des statuts de la Banque, qui dit qu' « elle peut concourir à la formation et à la gestion de comptoirs de liquidation (clearing houses) ».

» Conformément au règlement de la Chambre de compensation, les demandes d'admission, introduites par le Comité de direction ou par au moins six participants, sont soumises à l'assemblée plénière, dont les décisions sont prises à la majorité des voix, deux tiers des membres au moins devant être présents.

» Vingt établissements importants de la place de Bruxelles compensent présentement leur papier de crédit.

» Les adhésions reçues à l'heure actuelle sont les suivantes :

- » 1. Banque Nationale de Belgique ;
- » 2. Banque de Bruxelles ;
- » 3. Banque Internationale de Bruxelles ;
- » 4. Banque d'Outremer ;
- » 5. Caisse générale de Reports et de Dépôts ;
- » 6. Crédit général liégeois ;
- » 7. Société belge de Crédit industriel ;
- » 8. Société Générale de Belgique ;
- » 9. Union du Crédit ;
- » 10. Banque de Paris et des Pays-Bas ;
- » 11. Comptoir national d'escompte de Paris ;
- » 12. Crédit lyonnais ;
- » 13. Société française de Banque et de Dépôt ;
- » 14. Josse Allard ;
- » 15. Balser et C^{ie} ;
- » 16. Cassel et C^{ie} ;
- » 17. Crédit général de Belgique ;
- » 18. L. Lambert ;
- » 19. J. Mathieu et fils ;
- » 20. Philippon et C^{ie}.

» D'après le règlement, les participants doivent toujours avoir une provision suffisante à la Banque Nationale pour faire face aux soldes débiteurs provenant de la compensation.

» L'importance du solde créditeur des affiliés n'a aucune fixité, il est essentiellement variable. »

III. — LE RÉGIME DES PATENTES.

Sur rapport de sa quatrième section, la Commission nationale de la Petite Bourgeoisie estima, dans sa séance plénière du 22 janvier 1907, que « la législation belge en matière d'impôt-patente ne répond plus à la situation actuelle du commerce et de l'industrie et qu'il y a lieu de la refondre ».

Sachant combien les innovations fiscales sont délicates et lentes à intro-

duire, la section centrale a cru bon de borner, cette année, son examen à l'étude d'une réforme depuis longtemps attendue et réclamée avec autant d'énergie que de ténacité dans tous les congrès de la petite bourgeoisie : *la revision des patentes des grands magasins*. Il semble qu'il y ait là une importante lacune à combler dans notre législation fiscale, et c'est avec raison que la Commission nationale estime « que les charges publiques ne sont pas réparties équitablement entre les établissements de vente à grand capital (bazars, grands magasins, etc.) et les petits détaillants ».

En conséquence, cette commission recommande les modifications suivantes au régime des patentes :

A. — Au N° statistique 206 du tableau N° 6 de la loi des patentes :

§ 1. *Nouvelle rédaction.* — Pour établir le droit des marchands détaillants ou boutiquiers, on prendra pour base le montant de leur débit pendant l'année qui précédera celle de la cotisation. Dans la fixation du multiplicateur servant au calcul de la patente, le chiffre du débit sera majoré proportionnellement :

1° Au nombre d'employés chargés de la vente et n'appartenant pas à la famille du patron ;

2° Au nombre de commerces différents exercés par eux et en s'inspirant, à cet égard, des législations étrangères.

Les maisons à succursales doivent être soumises à l'impôt pour le chiffre total d'affaires traitées par les succursales avec les consommateurs.

Elles doivent être soumises à l'impôt pour le chiffre d'affaires traitées par la maison centrale avec les succursales.

Le chiffre total des affaires traitées par les succursales servira de base pour l'application du multiplicateur de la patente à imposer à la maison centrale. (1)

§ 2. — *Suppression* du paragraphe 2 de l'article 206. (Dans la catégorie des marchandises ou denrées de la première espèce sont compris : les tabacs à fumer et en poudre, les denrées et autres marchandises d'origine ou de fabrication étrangère, ou provenant des colonies. Les denrées ou marchandises de la deuxième catégorie sont toutes celles non comprises ci-dessus dans la première espèce.)

§ 3. — *Maintien.* (Sont réputés marchands-boutiquiers ceux qui, dans leurs boutiques ou habitations, débitent leurs marchandises aux particuliers, à la pièce, au mètre, à la livre, ou de toute autre manière en détail. Ceux qui, en outre, vendent à des marchands en gros, en détail ou à des marchands ambulants, les objets dont ceux-ci font commerce, seront passibles, selon les circonstances, outre le droit comme détaillants, d'un autre droit comme marchands en gros ou commerçants. Ils seront pareillement soumis à un droit particulier s'ils vendent leurs marchandises d'une des manières indiquées au tableau n° 7, ou s'ils vendent des boissons, font tout autre débit

(1) Séances plénières des 22 janvier et 5 février 1907.

ou exercent tout autre commerce nominativement désigné dans la présente loi. S'ils se trouvent dans un des cas ci-dessus prévus, qui donnerait lieu à un droit distinct, il en sera fait déclaration expresse.)

B. — A la loi du 6 juillet 1891 :

Art. 2. — Suppression de la répartition en dix-sept classes, art. 4, al. 2. Lorsqu'elles exercent la profession de marchand-boutiquier, les sociétés anonymes sont assujetties aux mêmes droits de patente que les particuliers. Elles pourront être tenues, de même que les sociétés coopératives, de justifier le montant de leur débit par leurs livres et leurs inventaires.

Les dispositions contraires des lois de 1819, 1823, 1849, 1871, etc., sont abrogées.

C. — Aux articles 33 et 35 de la loi des patentes : Extension des dispositions à un registre établissant le montant du débit des boutiquiers et le nombre d'employés préposés à la vente, de manière à établir la proportionnalité réelle de la patente au chiffre d'affaires et de réaliser l'exactitude des déclarations.

D. — A l'article 44 sur la loi des patentes :

(Remplacement pour les boutiquiers du tarif des classes par le système d'un multiplicateur.)

Texte proposé : Le minimum de la patente sera de fr. 0-50 correspondant à un débit de 1000 francs. Au delà de ce chiffre, il sera perçu un droit croissant de fr. 0-15 par 1000 francs de débit jusqu'à 100,000 francs ; de fr. 0-01 par mille francs entre cent mille francs et un million, et de fr. 0-005 par mille francs au delà d'un million.

Toutefois, le montant de la patente ne pourra dépasser 3 p. c. du chiffre du débit.

* * *

La Section centrale croirait manquer à ses devoirs en ne signalant pas au Gouvernement les vœux exprimés ci-dessus par la Commission nationale.

5^e QUESTION.

« L'étude de la revision du régime des patentes se poursuit-elle au Ministère des Finances ? Le Gouvernement n'estime-t-il pas qu'il y a lieu de porter une attention toute spéciale aux vœux émis par la quatrième section et par l'assemblée plénière de la Commission nationale de la Petite Bourgeoisie concernant les patentes des établissements de vente à grand capital (bazars, grands magasins) ? »

RÉPONSE.

« Je me réfère à la réponse donnée à la première question de la section centrale chargée de l'examen du projet de Budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1909 (voir page 23 du rapport), et aux déclarations que j'ai faites au cours de la discussion de ce projet à la Chambre (séance du 16 décembre 1908, *Annales*, p. 322) » .

Voici ces documents :

Budget des Voies et Moyens pour l'année 1909. Rapport fait au nom de la section centrale (1).

1^{re} QUESTION.

« Quelles sont les réformes que le Gouvernement pense introduire dans le système d'impôts, d'abord pour les droits de succession afin d'atteindre le capital mobilier; secondement pour les patentes, dont on réclame la revision; enfin, pour l'impôt personnel? »

RÉPONSE.

« Ce n'est que par le dépôt de projets de loi que peuvent se manifester efficacement les intentions du Gouvernement en matière de législation fiscale. Plusieurs des points visés dans la question font l'objet d'études qui ne sont pas suffisamment avancées pour permettre d'en tirer des conclusions définitives. »

Dans le discours qu'il a prononcé à la Chambre, le 16 décembre 1908 (2), M. le Ministre des Finances fait remarquer qu'à côté de l'exemption du droit de patente, accordée aux employés dont les appointements atteignent 1,800 à 2,000 francs, il faut placer encore celle de toute la classe agricole dont la production est évaluée à 1 milliard 650 millions par an. « Je sais bien, ajoute-il encore, que notre législation sur le droit de patente a des points faibles; nous continuerons de tâcher d'y remédier successivement, comme mon honorable prédécesseur l'a déjà fait, plutôt que d'abolir ou de bouleverser d'un coup ce qui est le résultat d'une formation séculaire. »

« Je songe notamment à la revision des maximums d'imposition, dont j'ai entendu avec plaisir MM. Van de Walle, Lemonnier et Ozeray se déclarer adversaires. »

M. MECHERYNCK. — Augmentez le nombre des classes.

M. OZERAY. — Ne limitez pas le nombre des classes.

M. LIEBAERT, ministre des Finances. — Je ne puis préciser d'emblée des formules; je dois me borner à indiquer des vues.

(1) Par M. Cousot, p. 23.

(2) *Annales parlementaires*, p. 322.

IV. — LA CODIFICATION DES LOIS FISCALES.

Chaque année, la question de la revision de nos lois fiscales a été soulevée à l'occasion de la discussion de ce budget. Les rapports déposés précédemment signalent de nombreuses anomalies à faire disparaître de certaines dispositions législatives, vieilles de près d'un siècle; ils préconisent aussi, sur plus d'un point, de sérieuses et très utiles améliorations.

L'examen de ces réformes entraînerait trop loin. L'excellent rapport déposé l'an dernier contient un exposé complet de la question; nous n'y reviendrons point, ne voulant pas nous exposer à des redites. La section centrale est convaincue qu'en ces matières toute tentative sérieuse de revision est subordonnée à un travail minutieux de codification des textes innombrables éparpillés dans nos lois et dans nos règlements; c'est pourquoi elle a décidé de poser au Gouvernement la question suivante :

4^e QUESTION.

« Le Gouvernement peut-il fournir quelques renseignements au sujet de la codification de nos lois fiscales? Cette codification implique-t-elle revision? Quel est l'avancement des travaux? »

RÉPONSE.

« D'une part on s'occupe dans mon Département, depuis quelque temps déjà, d'une codification administrative de la législation en matière de contributions directes, de douane et d'accise, en vue d'une nouvelle édition du code publié en 1871.

» D'autre part, une commission, instituée par arrêté royal du 24 janvier 1907, prépare une refonte des lois concernant les droits d'enregistrement, de timbre, d'hypothèque et de succession.

» Ces deux travaux, très importants et de longue haleine, sont menés avec toute l'activité possible. »

V. — DES DISCORDANCES CONSTATÉES ENTRE LES STATISTIQUES DU COMMERCE INTERNATIONAL DRESSÉES EN BELGIQUE ET LES STATISTIQUES CORRESPONDANTES DRESSÉES A L'ÉTRANGER.

Déjà en 1900, à Paris, au Congrès international de la réglementation douanière, les fâcheuses conséquences de la diversité des méthodes suivies dans les différents pays pour la formation de la statistique du commerce international avaient été signalées. Des vœux furent émis en faveur d'une meilleure concordance de ces statistiques et, à la demande de M. Charles Legrand, délégué de la Chambre de Commerce de Paris, ces vœux furent renouvelés à Mons, en 1903, au Congrès d'Expansion économique. Divers spécialistes, tels que M. Campen, directeur de la statistique commerciale au Ministère des Finances, M. Jullin, directeur à l'Office du Travail, et notre honorable collègue M. Denis, ont cherché, dans des études consciencieuses,

présentées au même congrès, sous forme de rapport, à faciliter la comparabilité des statistiques commerciales internationales. Cette question fut encore débattue l'an dernier, à la Chambre (1) et au Sénat (2), lors de la discussion du Budget des Finances.

Sachant combien il est désirable que les statistiques officielles soient établies, dans les différents pays, d'après des principes homogènes, la section centrale a cru bon d'attirer à nouveau l'attention du Gouvernement sur cet important problème.

5^e QUESTION.

« Il est indiscutable que des discordances profondes existent entre les statistiques du commerce international dressées en Belgique et les statistiques correspondantes dressées à l'étranger; elles sont de nature à fausser l'interprétation des faits; le Gouvernement s'est-il préoccupé de donner à ces informations, par une entente internationale, plus d'unité et d'exactitude? »

RÉPONSE.

« Le tableau général du commerce belge avec les pays étrangers est dressé avec le plus grand soin.

» S'il existe entre ces constatations et les statistiques étrangères des discordances, les mêmes discordances se retrouvent entre les statistiques de tous les pays; elles dérivent de causes multiples et inévitables dans la situation actuelle, ainsi que les délégués de mon Département l'ont très bien exposé devant la deuxième section du Congrès international d'Expansion économique mondiale de Mons.

» A titre d'acheminement vers les mesures pratiques pouvant permettre la comparabilité des statistiques, l'administration de la Statistique belge a, depuis 1907, introduit dans le tableau général de notre commerce extérieur un résumé établi d'après une classification nouvelle en quatre grandes catégories facilement adoptables par tous les pays :

- » I. Animaux vivants.
- » II. Boissons et objets d'alimentation.
- » III. Matières brutes ou simplement ouvrées.
- » IV. Produits fabriqués.

» Ces rubriques générales sont elles-mêmes divisées en sous-groupements et la classification nouvelle sera généralisée dans notre statistique commerciale de 1908.

» Les délégués de mon Département ont préconisé à Mons la réunion d'une Commission composée des chefs de la Statistique commerciale des principaux pays, qui auraient pour mission bien définie de rechercher les moyens propres à éliminer les causes des discordances.

(1) Chambre. *Annales parlem.*, p. 1742.

(2) Sénat. *Annales parlem.*, pp. 405-407.

» Un vœu dans ce sens a été émis au Congrès de Mons, il a été repris au Congrès de Prague et il est permis d'espérer que les Gouvernements étrangers ne refuseront pas d'y adhérer. »

Voici le texte du vœu qui fut adopté au Congrès International d'Expansion économique mondial, à Mons :

1° « Que les offices statistiques recherchent les moyens d'établir sur des bases identiques le système de classement des marchandises par pays de destination.

2° » Que chaque pays établisse, en dehors de sa statistique spéciale, une nomenclature commune où se grouperont, en un nombre restreint de catégories aux vocables uniformes, les principaux produits d'espèces similaires importés dans chaque pays pour la consommation, sous la double indication du poids et de la valeur. »

IV. — LA RÉORGANISATION DU SERVICE DES ACCISES.

Comme le disait fort bien l'auteur du rapport déposé, l'an dernier, au nom de la section centrale qui avait examiné le projet de Budget du Ministère des Finances « les lois de douanes et d'accises peuvent être envisagées sous le rapport de leur effet sur le rendement de l'impôt. A ce point de vue, elles relèvent du Budget des Voies et Moyens.

« Mais elles peuvent l'être aussi en ce qui regarde leur action sur le marché du commerce et surtout de l'industrie, à raison des facilités, de l'aide ou des entraves qu'elles leur apportent. A cet égard, elles relèvent du Budget des Finances. »

C'est donc à ce titre, et aussi à cause de l'intérêt spécial qu'elle attache à cette question, que la section centrale s'est décidée à solliciter du Gouvernement le renseignement suivant :

6° QUESTION.

« Où en est l'étude de la réorganisation du service des accises? Existe-t-il un projet? »

RÉPONSE.

« Un projet est en voie d'élaboration. »

VII. — LES REVENDICATIONS DU PERSONNEL.

L'attention de la section centrale s'est fixée plus spécialement, cette année, sur la situation :

- A) des géomètres du cadastre;
- B) des employés subalternes de la douane;
- C) des commis aux écritures de l'administration des contributions directes, douanes et accises.

A. *Les géomètres du cadastre* nous ont fait connaître leurs revendications dans une brochure parue, en 1907, sous les auspices de leur fédération, et

portant la signature de M. Thiry, ancien contrôleur du cadastre. A côté des desiderata déjà signalés, en 1908, dans le rapport sur le budget des finances et qui se résument comme suit : création de nouveaux ressorts ; augmentation du taux de l'indemnité allouée aux agents du service sédentaire pour travaux effectués en dehors des heures réglementaires de bureau ; allocation d'une indemnité de résidence ; augmentation de l'indemnité pour frais de tournées, allouée aux géomètres en service actif ; suppression des cadres et modification du programme de l'examen d'entrée, nous relevons encore dans cette brochure certains vœux émis, notamment en faveur :

a) « De la création, au Ministère des Finances, d'une division spéciale du cadastre ;

b) » Du rétablissement, dans les provinces, d'un seul chef supérieur, ayant le titre de conservateur du cadastre, placé sous les ordres immédiats et exclusifs du chef divisionnaire au Ministère des Finances ;

c) » De la nomination des anciens géomètres au grade d'experts du cadastre, ayant dans leurs attributions la surveillance des géomètres en service actif, l'évaluation des propriétés bâties et la préparation, si indispensable, des documents nécessaires pour procéder à une revision générale des revenus cadastraux, qui s'imposera bientôt. »

Cette réforme aurait pour but d'assurer une surveillance plus efficace sur toutes les opérations des géomètres en service actif, et spécialement sur le levé des propriétés bâties, la recherche des constructions non déclarées, etc. En hiver, les agents pourraient également s'occuper de la recherche des mutations ajournées. On récompenserait ainsi les longs services d'employés méritants et dévoués, non appelés aux fonctions de contrôleur, et on leur assurerait une pension convenable. On remédierait également, de cette façon, au peu d'avancement réservé à ce personnel relativement réduit et présentant, comparativement à d'autres, fort peu de débouchés.

d) Enfin, l'on voudrait encore en arriver « à ne confier tous les travaux qu'à des agents faisant exclusivement partie du personnel du cadastre ».

Aux yeux des membres de la fédération, ces mesures auraient surtout pour but de créer, dans l'avenir, l'autonomie du cadastre, cause, suivant leur avis, du plus grand nombre des griefs signalés plus haut ; elles auraient aussi pour but d'améliorer les conditions de son fonctionnement, de manière que les administrations publiques et les particuliers, qui y ont recours, puissent compter sur une précision plus grande des renseignements qu'elle leur fournit.

Comme l'a déjà fait remarquer l'honorable rapporteur de la section centrale, chargée, l'an dernier, de l'examen du budget du Ministère des Finances, notre section « n'est pas en situation de contrôler les faits et les considérations exposées dans le mémoire que nous venons d'analyser. Nous ne pouvons cependant pas perdre de vue que : si, par suite des transactions immobilières de jour en jour plus nombreuses, de la construction de voies de communication multiples et de la création de nouveaux quartiers, dans nombre de nos villes, le rendement de l'impôt foncier croît d'année en année et que si, pour les fonctionnaires des contributions chargés de la

recette, cette situation se traduit par une augmentation progressive des remises proportionnelles, on ne peut en dire autant du personnel du cadastre, dont la mission est rendue chaque jour plus importante, plus laborieuse et plus ardue.

Tenant compte de ces considérations et cédant aux instances de plusieurs de ses membres, la section centrale a décidé de poser la question suivante au Gouvernement :

7^e QUESTION.

« Où en est l'examen de la situation des géomètres du cadastre ? »

RÉPONSE.

« Les traitements des géomètres du cadastre ayant été révisés en 1901, il n'y a pas lieu d'en modifier à nouveau le barème. »

B. *Les employés subalternes de la Douane* ont émis, à plusieurs reprises déjà, des vœux en faveur :

a) *De la suppression du déplacement* que l'administration leur impose après un séjour de huit années dans une même localité.

Cette demande a été examinée longuement déjà par l'honorable rapporteur du projet de Budget pour 1908. Peut-être y aurait-il lieu de déroger aux règlements établis dans certains cas spéciaux : par exemple lorsqu'un employé touche au terme de sa carrière, ou bien lorsque son déplacement serait de nature à nuire considérablement à la bonne éducation de ses enfants.

b) *Du repos dominical ou périodique*. Certes, le repos de chaque dimanche serait l'idéal; mais qui assumerait alors le service de garde, lequel par sa nature même demande à ne jamais être suspendu? La section centrale souhaite que le Gouvernement cherche à organiser, dans la mesure du possible, au moins un repos par quinzaine. Il semble, du reste, qu'il y ait moyen d'y parvenir à l'aide d'un système de roulement à établir parmi les huit à douze hommes qui constituent ordinairement une brigade. Elle souhaite également que les instructions ministérielles assurant à chaque homme le moyen d'assister aux offices religieux le dimanche et les jours de fêtes, soient ponctuellement observées.

c) *Du transport en chemin de fer* et des indemnités de déplacement. Les ministres des Finances, à quelque parti qu'ils appartiennent, ont toujours considéré cette demande de libre parcours comme contraire à la loi; mais la question de la majoration des indemnités dues pour les déplacements exigés par le service pourrait peut-être donner lieu à un examen plus détaillé de la part du Gouvernement.

d) *De la mise sur pied d'égalité des employés flamands et wallons*. — Des membres wallons de la section centrale ont fait remarquer que l'avancement au choix et à l'ancienneté leur paraît plus rapide pour les douaniers flamands que pour les douaniers wallons. Certaines mesures ont déjà été prises à cet égard par l'honorable comte de Smet de Naeyer. N'auraient-

elles point encore donné complètement satisfaction aux wallons? Nous croyons nécessaire de faire remarquer à ceux-ci que notre frontière présente un développement plus considérable sur territoire flamand que sur territoire wallon; il semble donc assez naturel que l'avancement soit plus rapide pour les douaniers flamands. Certains membres attirèrent encore l'attention de la section centrale sur cette particularité que les avantages dont jouissent les douaniers flamands sont attribués au seul fait de leur naissance en pays flamand; cela n'implique pas toujours, pour eux, la connaissance de cette langue. Ces différentes observations sont signalées à l'attention particulière de l'honorable Ministre des Finances; nous ne doutons pas qu'elles feront, de sa part, l'objet d'un examen approfondi.

e) *Du relèvement du barème des traitements.* — Tenant compte de ce que les dernières augmentations de traitements ont surtout été favorables aux débutants dans la carrière et ont peut-être moins favorisé les anciens préposés des douanes, un membre de la section centrale fit part, à ses collègues, du projet de barème suivant :

Préposés.

Traitement initial	Frs.	1,200
Avec 5 ans de service	»	1,300
— 10 —	»	1,400
— 20 —	»	1,500

Sous-brigadiers.

Traitement initial	»	1,500
Avec 5 ans de grade	»	1,600
— 10 —	»	1,700

Brigadiers.

Traitement initial	»	1,800
Avec 5 ans de grade	»	1,900
— 10 —	»	2,000

8^e QUESTION.

« Le Gouvernement n'a-t-il pas l'intention de procéder à une nouvelle revision des barèmes des employés inférieurs de la Douane ? »

RÉPONSE.

« Le barème des traitements des employés inférieurs des douanes a été révisé en dernier lieu par les arrêtés royaux des 3 novembre 1906 et 6 juin 1907. Il n'y a pas lieu, pour le moment, de procéder à une nouvelle revision. »

9^e QUESTION.

« Où en est la question des indemnités de déplacement à accorder aux douaniers et celle de leur transport en chemin de fer ? »

RÉPONSE :

« Des arrêtés royaux règlent les indemnités à allouer aux employés de la douane en cas de déplacement dans l'intérêt du service.

» D'autre part, je ne puis que confirmer ce qui a été dit précédemment par mon prédécesseur et ce que j'ai déclaré à mon tour en séance de la Chambre du 1^{er} mai 1908, savoir : que la loi s'oppose à ce que le libre parcours sur les chemins de fer soit accordé aux employés en question. »

C. — *Les commis aux écritures de l'Administration des Contributions directes, douanes et accises de la province du Brabant ont sollicité récemment l'intervention du législateur pour obtenir :*

- a) une majoration de traitement de 200 francs à chaque classe de leur grade;
- b) le passage régulier d'une classe à une autre tous les deux ans;
- c) la majoration du maximum de traitement de 1^{re} classe, qui serait porté, au bout de 5 ans, de 2,700 francs à 3,100 francs.

Il est à présumer, disent les pétitionnaires, que les traitements des commis aux écritures ont été calculés, dans le principe, de façon à leur assurer un avancement régulier après deux ans d'ancienneté dans chaque classe; mais la pratique est bien différente; on attend en réalité plus de trois ans avant d'obtenir la moindre augmentation. De plus, les traitements n'ont plus été révisés depuis 1875.

Ne possédant pas tous les éléments d'appréciation qui lui sont nécessaires, la section centrale recommande cette requête au bienveillant examen du Gouvernement et le prie de s'intéresser, dans la mesure du possible, au sort de ces fonctionnaires.

*
* *

La section centrale a adopté le projet de Budget par quatre voix contre une. Elle a l'honneur de vous en proposer l'adoption.

Le Rapporteur,

CH. GILLÈS DE PÉLICHY.

Le Président,

ALP. HARMIGNIE.



NOTE DE LA MINORITÉ

ORGANISATION DU CRÉDIT POUR LA PETITE BOURGEOISIE.

Il ne m'appartient pas de discuter en ce moment les idées développées par M. le Ministre des Finances et reproduites par M. le rapporteur, non plus que les plans de réorganisation du crédit, qui ont été soumis par M. Lambrechts et par nous à la Commission de la Petite Bourgeoisie. Il suffit de rappeler qu'ils ont été accueillis, l'un et l'autre, favorablement. Dans des notes antérieures, j'ai d'ailleurs inséré ma proposition, et je me borne à y renvoyer; mais ce qu'il importe de dire ici, c'est que les intéressés eux-mêmes veulent tenter, avec le concours de l'État, de sortir de cette phase théorique, et c'est pourquoi il faut compléter le rapport, en rappelant que les délégués de la Fédération des Banques populaires se sont prononcés pour la réalisation prochaine d'une institution, qui centralise leur action et donne une impulsion au mouvement coopératif et mutuelliste, comme l'a fait — mais dans des proportions infiniment plus modestes — la *Central Genossenschaftes Kasse* prussienne. Le *Bulletin de l'Office des classes moyennes* du 16 octobre 1907, reproduit les conclusions de ces banques fédérées. Il importe que ces conclusions soient elles-mêmes communiquées au Gouvernement, et aux représentants de la nation, et soumises à un débat public. Le concours de la Caisse d'Épargne avec la garantie de l'État est surtout réclamé par elles. La Caisse d'Épargne pourrait être le point d'appui de la mutualité du crédit, en gardant à la fois son indépendance et ses garanties admirables de sécurité, comme elle peut être et doit être dans ma pensée un organe de la circulation reformée.

En tout cas, la justification de l'intervention financière de l'État, soit à titre de dotation, soit à titre de garantie, dans le projet conçu par cette Fédération comme par la Commission de la Petite Bourgeoisie, et qui est encore en mode capitaliste, puise sa légitimité dans des faits importants comme ceux-ci : grâce à l'imperfection générale de notre système de circulation et de crédit, pendant les crises, la charge du commerce s'élève rapidement avec le taux de l'escompte.

	1905.	1906.	1907.	1908.
	—	—	—	—
Taux moyen de l'escompte . . .	3.17	3.84	4.95	3.56
Produit total de l'action de la				
Banque	173.08	176.59	187.08	187.08
Part de l'État	5,589,161	7,330,508	12,731,111	7,053,020

Les deux derniers rapports montrent qu'en 1907 et 1908 le Trésor a perçu :

Le 1/4 des bénéfices excédant 4 p. c. sur le capital de la Banque.	2,633,447 87	2,633,491 16
L'abonnement au timbre des billets.	371,702 37	376,359 98
L'intervention de la Banque dans les frais de la Trésorerie.	230,000 »	230,000 »
La patente	214,149 »	225,343 »
Le 1/4 par semestre sur la circulation au delà de 275 millions	2,267,270 »	2,326,937 57
Le produit de l'escompte et des prêts excédant 3 1/2 p. c.	7,002,341 06	1,258,706 38
	12,721,111 36	7,033,020 70

Le dernier poste, qui pour deux ans atteint plus de 8 millions, qu'est-ce autre chose qu'une prime payée par la nation, souvent par la gêne et la pauvreté, contre le risque de voir réduire l'encaisse métallique sous les répercussions du dehors.

C'est une assurance contre l'insolidarité universelle, et cette prime est supportée pour les quatre dixièmes au moins par le petit et le moyen commerces. et la petite et la moyenne industries. Est-ce qu'elle doit tomber dans le Trésor comme source de revenu, ou servir au moins en partie à l'instauration d'un système nouveau, expression d'une solidarité réelle et revenir ainsi utilement à l'industrie et au commerce?

Il suffit d'exposer sommairement le développement des Banques populaires et des Mutualités de Crédit en Belgique, pour se convaincre de la nécessité d'un grand effort collectif.

Le principe de la mutualité a présenté en Belgique dans son évolution deux phases distinctes et deux formes définies, et il est impossible de les séparer. S'il est vrai qu'elles s'adaptent à des groupes différents d'intéressés, commerçants et industriels, elles se réclament d'un même principe de mutualité : ce sont les Unions du Crédit et les Banques populaires. L'Union du Crédit est une application originale en Belgique du principe de solidarité; la Banque populaire, c'est une importation de l'Allemagne en voie d'adaptation à notre milieu national.

L'évolution des Unions du Crédit précède celle des Banques populaires. De 1848 à 1864, pendant seize ans, les Unions du Crédit seules se développent. Au moment où la première Banque populaire va se constituer, elles sont, en 1864, au nombre de trois, comptant 3,227 membres. A partir de 1864, le mouvement est simultanée, et il est très intéressant à suivre. Les Unions du Crédit se multiplient jusqu'en 1883; elles sont au nombre de huit à cette époque; ce nombre est réduit à six en 1897; en 1903, il est de sept. Le nombre de leurs membres atteint son apogée en 1875 (6,773), pour décroître ensuite, et se relever après la loi du 16 mai 1901 qui fixe leur caractère légal, à 6,546 en 1903 pour six Unions; le nombre total des membres des sept Unions en 1906 est de 6,938.

Le nombre des Banques populaires subit des variations fréquentes : après s'être élevé assez rapidement à dix-huit en quatorze ans, de 1864 à 1878, il met vingt ans pour atteindre vingt-et-un en 1897 ; il fléchit ensuite ; en 1903, on ne retrouve que dix-sept Banques populaires ; en 1903 leur nombre s'est accru de trois et il est, par conséquent, revenu au chiffre antérieur. Quant au nombre des sociétaires, il est, malgré d'inévitables fluctuations, un peu plus nettement progressif, mais d'une progression malheureusement très lente. De 1870 à 1881, il s'élève de 4,145 à 10,413 ; de 1881 à 1903, dans un intervalle double, il n'atteint que 13,721 ; en trente-trois ans, le crédit populaire a conquis moins de 12,000 recrues. Tout donne à penser que les Banques populaires ont besoin d'un organisme central comme point d'appui.

Développement du Crédit mutuel de Belgique.

ANNÉES.	BANQUES POPULAIRES.		UNIONS DE CRÉDIT.		TOTAL.	
	Nombre.	Membres.	Nombre.	Membres.	Nombre.	Membres.
1848.	—	—	1	218	1	218
1861.	—	—	3	3,217	3	3,217
1864.	1	220	—	—	—	—
1865.	3	1,565	4	4,211	7	5,776
1870.	9	4,145	5	5,577	14	9,722
1875.	12	7,076	7	6,773	19	13,849
1881.	18	10,413	8	6,222	26	16,635
1885.	15	9,909	8	5,800	23	15,709
1892.	20	10,603	7	5,267	27	15,870
1897.	21	13,341	6	5,429	27	18,770
1903.	17	13,721	6	6,546	23	22,267
1906.	(?) 17	13,723	6	6,958	—	22,679

On mesure la grandeur du problème du crédit pour la petite bourgeoisie, quand on rapproche ces chiffres des données de la statistique industrielle et de la statistique fiscale. En supposant que les 22,000 sociétaires des Banques populaires et des Unions du Crédit appartiennent tous, ce qui n'est évidemment pas, à cette classe, on est douloureusement frappé de voir le nombre énorme des commerçants et des industriels qui restent étrangers à la mutualité, et sont ou bien rejetés complètement en dehors du crédit, c'est-à-dire de la forme supérieure de la vie économique, ou bien passent nécessairement par l'intermédiaire des banques privées. Il y a en 1895 en Belgique 219,300 entreprises industrielles exercées par des artisans, ou par des entrepreneurs n'occupant pas plus de quatre ouvriers, et constituant ensemble la petite et

la toute petite industries. En 1902, il y a 171,457 contribuables cotisés d'après le tarif A de la loi de 1849 sur la patente et payant fr. 1.70 à 13 francs de droit en principal; il y en a 380,416 payant, d'après le tarif B, au maximum de fr. 10.60 à 14 francs de droit de patente, selon le rang des communes qu'ils habitent : à ne prendre que les statistiques de la patente, le nombre des sociétaires des Banques populaires et des Unions de Crédit réunis représente 5 p. c. du nombre des petits contribuables au droit de patente (551,873). Telle est la triste éloquence des chiffres; telle est aussi l'expression de la grandeur des réformes à poursuivre et de la puissante impulsion qu'il faut tenter de leur donner avec l'intervention de l'État.

LE SERVICE DE CHÈQUES ET DE CLEARING A LA CAISSE D'ÉPARGNE DE BELGIQUE.

C'est l'institution dont la réalisation me paraît la plus impérieuse, et je rappelle avec insistance les propositions que j'ai déposées depuis dix ans, les notes que j'ai présentées aux sections centrales antérieures. La solution proposée par moi ne peut être remplacée par aucun mode d'intervention de la Banque Nationale.

C'est qu'elle a le caractère que Koechlin a si admirablement assigné au service postal institué en Suisse par la loi du 16 juin 1903, à côté des vastes services de la Banque Centrale de la République.

Dans un pays démocratique comme la Suisse, il a été reconnu que le service des comptes courants de la Banque Centrale d'État même, est surtout propre à la grande industrie et au grand commerce. C'est pourquoi, après l'institution de cette banque, on a créé le service postal de chèques et de virements destiné à la petite industrie et au petit commerce. Il doit en être à plus forte raison en Belgique où la Banque Nationale est une institution capitaliste privilégiée.

La Caisse d'Épargne doit être l'organe principal de ce service en Belgique. Elle ne s'inspire que de l'intérêt public, et il ne faut pas la dessaisir de la partie des dépôts que l'on affectera au nouveaux services, ni de leur placement à intérêt. La Caisse d'Épargne, avec son admirable caractère d'intérêt public, doit être ici surtout l'éducatrice de la Petite Bourgeoisie, de la classe ouvrière, des sociétés coopératives en général; on préparerait par là une large éclosion de mutualités de crédit. C'est l'école primaire de la circulation perfectionnée et du crédit mutuel.

Ce n'est qu'en cas de résistance absolue de la Caisse d'Épargne que je demande que l'on confie ce service à l'administration des Postes, comme en Suisse.

STATISTIQUES COMMERCIALES.

Nul ne reconnaît avec plus de bonheur que moi les admirables progrès réalisés dans notre statistique commerciale.

Cependant, la réponse du Gouvernement ne me satisfait pas complètement.

La discordance des statistiques est telle qu'il est impossible d'apprécier les effets de nos traités de commerce, comme il est impossible de se faire une idée exacte des conditions du change à l'égard de certains pays, comme la France.

Les diagrammes que j'ai construits et que je joins à cette note révèlent cette discordance avec une éloquence décisive, surtout pour l'Allemagne et la France. La différence est vraiment énorme et la confusion du commerce spécial avec le transit doit être incessante.

COMMERCE SPÉCIAL DE LA BELGIQUE AVEC L'ALLEMAGNE, D'APRÈS LES STATISTIQUES BELGES.

EXPORTATIONS DE BELGIQUE.

Années.	1907	1906	1905	1904	1903	1902	1901	1900 (1)	1899	1898	1897	1896
Quantités	3,334,601	3,027,586	3,098,038	2,578,701	2,249,907	2,440,884	2,077,482					
Valeurs	632,046	573,348	499,516	443,866	404,749	381,698	367,310	361,526	424,372	400,051	315,898	284,606
	1895	1894	1893	1892								
Valeurs	270,557	257,574	261,869	273,506								

(1) Avant 1901 les quantités ne sont pas indiquées.

COMMERCE SPÉCIAL DE LA BELGIQUE AVEC L'ALLEMAGNE, D'APRÈS LES STATISTIQUES ALLEMANDES.

IMPORTATIONS EN ALLEMAGNE.

(Valeur en millions de marks).

Années	1907	1906	1905	1904	1903	1902	1901	1900	1899	1898	1897	1896	1895	1894	1893	1892
	296,7	291,2	273,3	231,0	205,8	194,5	182,6	220,5	246,4	201,4	186,5	175,7	179,2	171,6	189,9	208,2
Métaux précieux . . .	5,5	4,9	4,2	2,5	1,6	2,2	3,9									

IMPORTATIONS DE BELGIQUE EN FRANCE D'APRÈS LES STATISTIQUES FRANÇAISES

COMMERCE SPÉCIAL.

Années.	1906	1905	1904	1903	1902	1901	1900	1899
	377,000	342,906	306,448	324,988	330,081	357,700	421,930	332,400

EXPORTATIONS DE BELGIQUE EN FRANCE D'APRÈS LES STATISTIQUES BELGES.

COMMERCE SPÉCIAL.

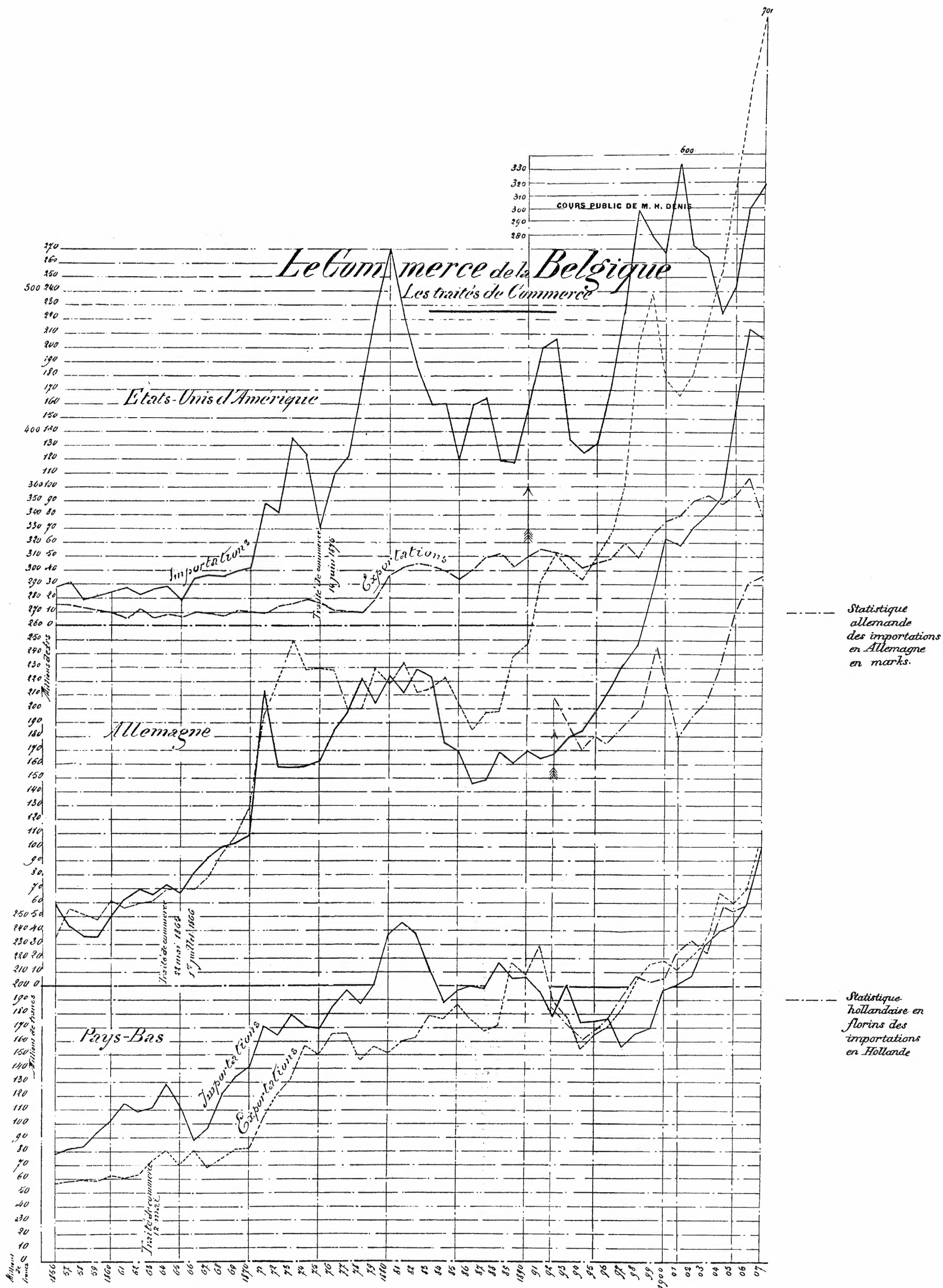
Années.	1907	1906	1905	1904	1903	1902	1901	1900	1899	1898	1897
	530,492	548,062	371,632	346,670	393,074	357,337	350,598	426,092	345,805	331,963	297,938

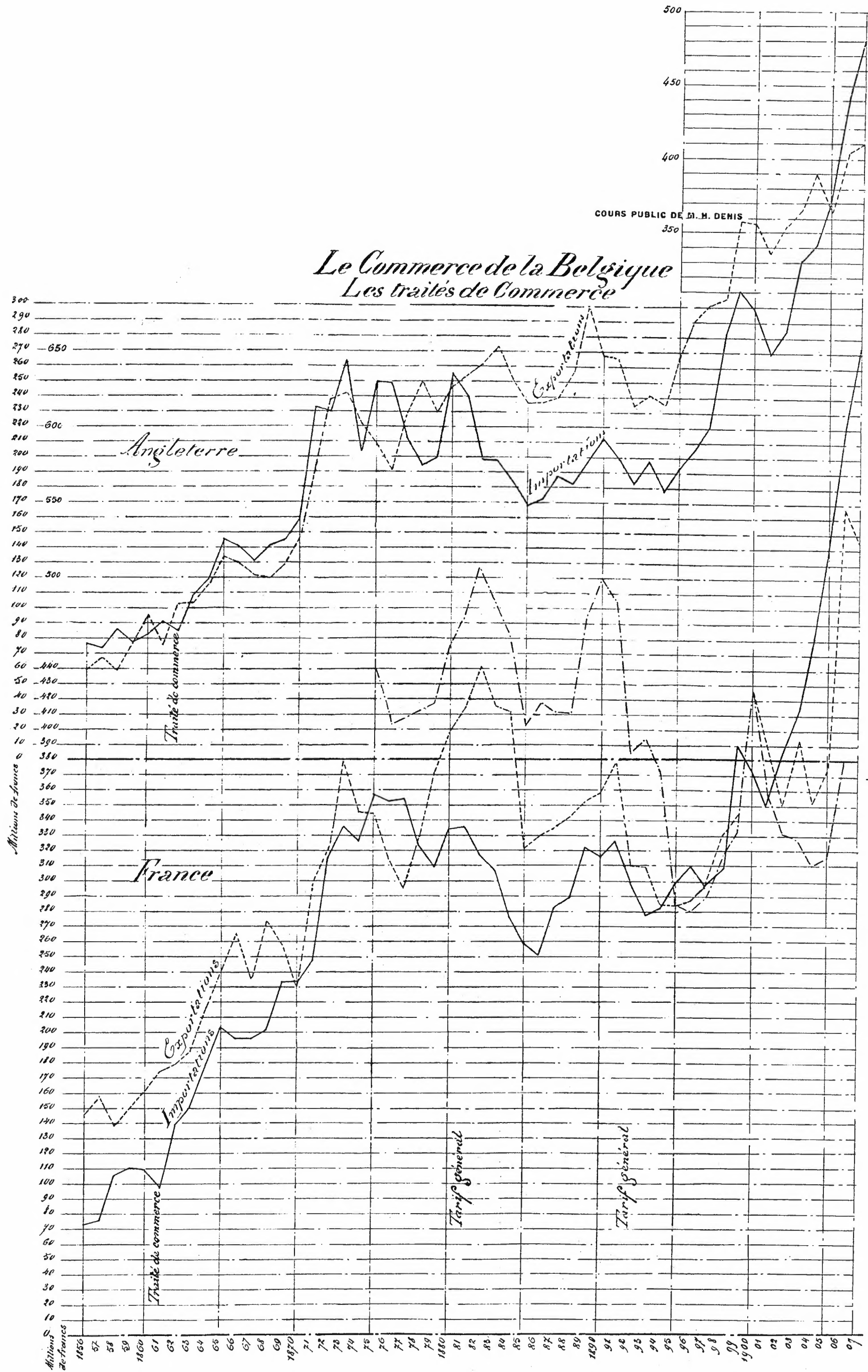
N. B. De 1892 à 1900, les valeurs d'or et d'argent sont comprises dans les totaux.

Il faut à tout prix que les tableaux annuels reproduisent pour quelques pays, et surtout l'Allemagne et la France, les données de la statistique sur leurs importations de Belgique.

H. DENIS.







Statistique
française des
importations
en France

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 18 FEBRUARI 1909.

Begrooting van het Ministerie van Financiën voor het dienstjaar 1909 (1).

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR
DEN HEER GILLÈS DE PELICHY.

MIJNE HEEREN,

Het ontwerp van Begrooting voor het Ministerie van Financiën, dienstjaar 1909, bedraagt 21,269,665 frank voor de gewone uitgaven en 8,000 fr. voor de uitzonderlijke uitgaven, hetzij te zamen 21,277,665 frank, juist evenveel als de Begrooting voor 1908 bedroeg.

De bijzondere opmerkingen, opgenomen in de inleidende nota, geven enkel verklaring over het volgende :

a) Bij hoofdstuk III, artikelen 20 en 22, eene *vermindering* : 1^o van 4,000 fr. op het krediet, in 1908 toegestaan wegens kantoor- en reiskosten ; 2^o van 7,000 frank op politieuitgaven in zake van tol- en accijnsdienst.

b) Bij hoofdstuk IV, artikel 27, en bij hoofdstuk V, artikel 33, eene *verhoging* : 1^o van 5,000 frank voor wachtgelden der bedienden in beschikbaarheid ; 2^o van 6,000 frank als hulpgeld te verleen aan oud-ambtenaren die geen pensioen hebben.

Het uitzonderlijk krediet van 8,000 frank is er noodig om de Commissie voor de herziening van de wetten op de registratierechten, enz., ingesteld bij koninklijk besluit van 24 Januari 1907, in 1909 haar werk te laten verrichten.

Die verklarende opmerkingen bij ieder artikel werden zonder moeite aanvaard in de afdeelingen zoowel als in de Middenafdeeling.

Het onderzoek, door de afdeelingen, van de Begrooting in haar geheel lokte de volgende opmerkingen uit, die wij aanhalen uit de processen-verbaal :

1. Een lid vraagt of het niet in de bedoeling ligt van de Regeering, den toestand der tolbeambten te verbeteren.

(1) Begrooting, n^r 4^{xii}.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Harmignie, was samengesteld uit de heeren Augusteyns, Denis, Fléchet, Cousot, Gillès de Pelichy en Cartuyvels.

2. Een ander lid vraagt vrij verkeer op den spoorweg voor de accijnsbedienden binnen hunne omschrijving.

3. Een lid vraagt het samenvoegen tot een Wetboek van al de fiskale wetten : accijns, tol, patent, enz., en een ander lid vraagt, in afwachting, de uitgave van eene geordende verzameling der thans verspreide teksten.

4. Een lid stelt voor, de groote hypotheekkantoren te splitsen en ons hypotheekstelsel te herzien; een ander lid vraagt de hervorming van ons patentstelsel.

5. Een lid verklaart dat het krediet, uitgetrokken voor levering van papier, enz. (1), hem overdreven schijnt en een ander lid heeft bezwaren tegen de overdreven drukkosten.

Daar twee afdeelingen in haar proces-verbaal verwaarloosden het juiste getal uitgebrachte stemmen te vermelden, zijn wij wel verplicht de tabel der stemmingen niet op te geven.

Om gevolg te geven aan den wensch der Kamer, waarbij zij verlangt de verslagen ten spoedigste te zien ronddeelen, besliste de Middenafdeeling, hare werkzaamheden dit jaar vooral te bepalen tot het onderzoek van de Begrooting en de studie van de verschillende punten, door de afdeelingen aangegeven.

De besprekingen liepen hoofdzakelijk over de instellingen voor krediet, het patentstelsel, het verzamelen van de fiscus-wetten in een Wetboek, het gebrek aan overeenstemming tusschen de statistieken van België over den internationalen handel en dezelfde statistieken in den vreemde opgemaakt, de herinrichting van den accijnsdienst en de verbeteringen, door sommige klassen van bedienden gevraagd.

I. — HET KLEIN KREDIET.

De Nationale Commissie voor de Kleine Burgerij, in ons land aangesteld bij koninklijk besluit van 10 April 1902, stelt vast « dat het krediet, aan den middenstand in de nijverheid en den handel verleend door de leveranciers van grondstoffen (materialen of koopwaren), dezen, die er hun toevlucht toe nemen, somwijlen in een onaangename toestand plaatst ».

Die Commissie bevestigt ook dat « onder de middelen, thans in gebruik om te voorzien in de behoeften van krediet, de verkeerde disconto-verrichtingen van wege de leveranciers, het disconto door geldschietters bij de week of door woekerhuizen een wezenlijk gevaar opleveren, waartegen belanghebbenden dienen gewaarschuwd te worden en mogelijk ook de hulp der wetgeving moet worden ingeroepen ».

Zij vestigt de aandacht op de nieuwe wetten die in Duitschland, Oostenrijk, Engeland, Zwitserland en Zweden tegen den woeker burgerlijke of strafrechtelijke straffen uitvaardigden.

Zij bevestigt daarenboven dat « gezien de omstandigheden, waarin de behoefte aan krediet bij den middenstand zich voordoet, dezelfde niet zijn als bij den groothandel en bij de grootnijverheid, er dient in voorzien te

(1) Hoofdstuk I, art. 5..

worden door afzonderlijke instellingen of door eene bijzondere inrichting van bestaande instellingen » (1).

Over het *beginsel* is alleman het eens; daar het krediet de ziel is der zaken, « is de goede inrichting ervan onontbeerlijk voor de economische zelfstandigheid van den middenstand in de nijverheid en den handel »; en « de bestaande instellingen strooken niet met dien toestand » (2).

De meeningen verschillen enkel over de aan te wenden *middelen* om het klein krediet te verbeteren (3). Twee ontwerpen kwamen te voorschijn uit de beraadslagingen van de Nationale Commissie : het *mutualistenstelsel* en het *syndicale* stelsel. De Commissie meende dat beide stelsels te gelijker tijd konden beproefd worden.

Het eerste stelsel werd verleden jaar uiteengezet in de nota's der minderheid, gevoegd bij de verslagen der Middenafdeelingen over de Begrooting van 's Lands Middelen en over de Begrooting voor het Ministerie van Financiën. De hoofdtrekken van dat stelsel zijn als volgt samengevat door den heer Lambrechts in eene onlangs verschenen studie : *De la capacité de la concurrence des artisans* (4).

De schepper van dat stelsel « beschouwt, zegt hij, de betrekkingen der ambachtslieden en der kleinhandelaars als een kring dien het mogelijk is te omschrijven in een breed mutualisme. Binnen dien kring, geen muntgeld meer : overschrijving-checks en schuldvergelijking; enkel in uitzonderlijke gevallen diende daar buiten te worden gegaan en zou men muntgeld moeten bezigen, bij voorbeeld voor het betalen van ingevoerde waren, in afwachting dat het comptabilisme internationaal zij geworden.

» In die opvatting zouden de kredietverenigingen afdeelskantoren worden voor de comptabiliteit, en de centrale inrichting, die ze zou groepeeren, zou aldus worden een bemiddelingsdienst voor schuldvergelijking. Het ware schier onnoodig dien dienst van geldmiddelen te voorzien, daar zijn mutuëllisme daartoe zou volstaan. »

En de schepper van het ontwerp, de heer Denis, kenschetste het als volgt : « Eene gesloten markt wenschte ik te zien tot stand brengen door de uitbreiding der zuivere mutualiteit met de ontwikkeling van de check, van de schuldvergelijking, door de weglating van het gemunt geld, door het streven naar de progressieve verzaking van het metallisme » (5).

Het tweede stelsel gaat, voor verscheidene punten, uit van het Duitsche syndicaal stelsel, steunende op het beginsel van eene hiërarchisch geschikte samenwerking van verschillende lichamen : plaatselijke kassen, gewestelijke kassen, centrale kas.

(1) Algemeene vergadering van 25 April 1907.

(2) Algemeene vergadering van 30 April 1907.

(3) Het *klein krediet* was onlangs het voorwerp van een belangwekkend onderzoek in België, Rusland, Frankrijk, Italië en Zwitserland van wege eene Bijzondere Commissie, aangesteld door het *Internationaal Instituut voor de studie van het middenstands-vraagstuk*.

(4) Bladz. 104.

(5) Nota der minderheid, gevoegd bij het verslag der Middenafdeeling die de Begrooting van 's Lands Middelen onderzocht voor het dienstjaar 1908, bladz. 34.

Het Pruisisch stelsel werd heel goed samengevat door den heer Lam-brechts in bovengemelde studie (1). Ziehier die samenvatting :

» Een voorbeeld, dat kan roemen op dertien jaar ondervinding en bijval, is dat der Centrale Kas van Pruisen. Die kas is zelfstandig, zij geniet rechts-persoonlijkheid en ontvangt van den Staat tot 50 millioen mark tegen facultatieven interest.

» De *Preussische Central Genossenschaftskasse* werd ingesteld door de wet van 30 Juli 1895. Achtereenvolgens werd de eerste Staatsdotatie van 5 op 20 (wet van 8 Juni 1896) en later op 50 millioen mark (wet van 20 April 1898) gebracht. Er is zelfs in het Parlement reeds sprake geweest van eene nieuwe verhooging.

» 't Is eene Staatsinstelling; hare ambtenaren zijn zoo goed als Staats-ambtenaren; er zijn geen aandeelhouders en dus geen winstaandeelen uit te deelen. *De sociale dienst van het klein krediet is hare eenige bekommring.*

» De inrichting en de werking van een zoo gewichtig financieel lichaam zijn onderworpen aan sommige regels die hoofdzakelijk betreffen de techniek der bankverrichtingen: beheer der gelden, veilige en dadelijk uitwisselbare beleggingen, betrekkingen met de andere financieele Staatsinstellingen: de *Seehandlung*, de Keizerlijke Bank, de Schatkist; betrekkingen met de groote internationale banken, enz.

» Het hoofddoel van de inrichting is de voltrekking van het werk der schuldvergelijking van de Keizerlijke Bank door aan den middenstand de diensten te bewijzen, welke deze Bank bewijst aan de groote ondernemingen, en door de regeling van de ruiling van hare beschikbare sommen met die bank en met de algemeene geldmarkt (2).

» Haar onmiddellijk doel is: dien middenstand krediet te bezorgen onder den haar passenden vorm, in genoegzame hoeveelheid en goedkoop.

» Daar hare stichters dachten dat dit enkel kon verwezenlijkt worden door *syndicale inrichting*, had dit voor gevolg dat de syndicale propa-ganda een levensbestanddeel harer zending was (3).

» Dat legt uit hoe de Centrale Kas tevens is een *handelsinstelling* en een *maatschappelijke* instelling; hare inwendige inrichting is opgevat zoodanig dat zij beantwoordt aan deze tweevoudige bedrijvigheid.

» De Staat, die alleen bij machte was met zijn eigen krediet een aldus ingericht instituut tot stand te brengen, meende niet het te kunnen oprichten naar een der vormen voorzien in het Koophandelswetboek of in de wet van 1889 op de vereenigingen, evenmin als hij eene onbeperkte verantwoordelijkheid wilde aanvaarden (4). Vandaar de bijzondere vorm; eraan gegeven door de wet, en de rechtspersoonlijkheid onderscheiden van die van den Staat, welke elk geval niet meer dan zijn inleg kan verliezen; iets in dien aard was gedaan geworden in 1875 (wet van 14 Maart) voor de instelling van de Keizerlijke Bank.

(1) De la capacité de concurrence des artisans (petits industriels), bladz. 221.

(2) Dr Carl HEILIGENSTADT, *Die Preuss. Central Genossenschaftskasse*, bladz. 45 en 53.

(3) Min. v. Miquel, Reichstag van Pruisen. *Handelingen*, bladz. 40-52, 1899.

(4) Toelichting, *Stuk.*, n^o 208, zittingsjaar 1895.

» Zoo de Minister van Financiën het goed acht, later de genootschappen te machtigen bij te dragen tot het eigen kapitaal van deze « genossenschaftskasse », zullen ze nochtans nooit op gelijken voet geplaatst worden met den eersten aandeelhouder, met den Staat, wien alleen toezicht en beheermacht behoort.

» De Pruisische Centrale Kas zal steeds eene eenige instelling blijven zonder plaatselijke kantoren; dat is een grondbeginsel. Na rijp onderzoek heeft men de onmogelijkheid erkend, hare werking uit te breiden door een stelsel van plaatselijke agentschappen. Nochtans, daar het betaalvermogen der lieden, tot wie het geld ging, en het nuttig gebruik der geleende gelden de grondslag was van het krediet dat men wilde stichten, waren er een of meer *tusschen beide staande inrichtingen* noodig, weinig kostende en beziel met den geest van naastenliefde die het bestuur der Centrale Kas leidt.

» Deze tusschen beide staande inrichtingen zijn de kredietvereeningen die de geldontleeners verbinden in een onderling borgstaan, alsmede de bondskassen die de vereeningen verbinden tot een dergelijk onderling borgblijven. Om dat alles behoorlijk te doen werken, is het voldoende, uit de bestaande vereeningen te weren alle winstbejag dat hun veel kwaad berokkent, of nieuwe vereeningen te stichten, beziel met dien nieuwen geest, indien de vroeger bestaande niet willen beteren.

» Zoo gaat, met elken stap, de maatschappelijke bedrijvigheid der Centrale Kas gepaard met hare economische bedrijvigheid.

» Daar zij niet gedekt is door den onbeperkten waarborg van den Staat, moest de Centrale Kas haar eigen kapitaal bezitten, groot genoeg om haar toe te laten in de wereld der geldzaken ordentelijk voor den dag te komen en haar handteekening te laten prijken naast die der andere officieele instellingen. Dat kapitaal, evenwel, volgens de regelen gesteld door de stichters, dient niet om in de zaken te worden belegd; het moet hoofdzakelijk dienen tot *reservefonds*; feitelijk is een groot gedeelte der schuldbrieven, die den inleg van den Staat uitmaken, steeds weggeborgd gebleven in de brandkassen der Kas die werkt met het geld harer bewaargevers (jongste bedrag der handelsverrichtingen : 12 milliard voor 50 miljoen kapitaal).

» Door het feit dat veel « vreemde » fondsen (1) steken in de voorschotten aan de vereeningen, is de Centrale Kas verplicht hare fondsen gemakkelijker en spoediger te gelde te kunnen maken dan bij de handelsbanken het geval is. Want nevens de vastheid der syndicale wissels staat de moeilijkheid om ze in geld om te zetten, en het ware een heele verhindering voor het ondernomen maatschappelijk werk, moest men zich er aan blootstellen, bij iedere daling van den geldhandel de kredieten der rekeningen-courant te moeten opzeggen. Dat is de uitlegging van de drie achtereenvolgende vermeerderingen van het kapitaal en van de noodzakelijkheid van nieuwe verhoogingen, indien de syndicale beweging voortdurend zóó toeneemt als dit in den beginne het geval was.

(1) Dat wil zeggen : andere dan het kapitaal en de reservefondsen.

» Nochtans, daar het geen schijnkredieten geldt, welke men naar goed-dunken vermeerdert, en daar, ten slotte, het getal deelnemers beperkt is, zal er een oogenblik komen dat men de stabiliteit zal hebben bereikt, omdat deze instellingen, talrijk en rijk genoeg, den rustiger vooruitgang van het syndicalisme bij den middenstand op eigen krachten zullen kunnen volgen.

» Wordt de soort van zaken en de klandizie van de Centrale Kas beperkt, dan is dit krachtens het maatschappelijk beginsel.

» Zoo zijn de hypotheekwaarborgen uitgesloten, juist omdat men zich ten doel stelt den grond te ontlasten door persoonlijk krediet aan den landbouwer te schenken. De rechtstreeksche geldleeningen, 't zij aan afzonderlijke personen, hetzij aan vennootschappen, zijn verboden, omdat men gansch het syndicaalstelsel met zijne plaatselijke vereenigingen en zijne bonden onontbeerlijk wil maken.

» Die beperkingen zijn niet allen in de wet geschreven, noch even onwrikbaar toegepast, omdat de handelsbehoeften der Kas soms afwijkingen kunnen vergen. Men moest haar eene bijhooiige werking toelaten om het hoofddoel mogelijk te maken; zoo zijn al de verrichtingen van zakelijk krediet, door de wet toegelaten, bijhooiige en tijdelijke verrichtingen.

» Naar aanleiding van de bondskassen, moet men niet denken dat het hier enkel kassen geldt, waartoe kredietvereenigingen als leden behooren; een aantal syndicaten voor aankoop van grondstoffen, gereedschap, verkoop, enz., kunnen heel goed een bond uitmaken onder den naam van Bondsvereeniging of Bondskas; en, op voorwaarde dat deze in regel is met de wet van 1889, zal zij deelachtig zijn aan de kredieten der Centrale Kas. »

Niet alleen zijn de Duitsche openbare machten edelmoedig opgetreden om voor het *bestaan* en de *werking* der instellingen van klein krediet te zorgen, maar zij hebben tevens gezorgd voor hare *groote uitbreiding* en voor het *redematig* en *heilzaam gebruik* dat de middenstand ervan kan en moet maken.

Dergelijke voorbeelden mogen voor ons niet te loor gaan; eenmaal aangepast op onze gebruiken en onze behoeften, zullen die instellingen met goed gevolg tot grondslag dienen voor eene nieuwe inrichting.

Wat onze naburen beproefden en verwezenlijkten ten voordeele van de kleine burgerij, zullen wij op onze beurt verwezenlijken als we maar willen. Laat ons geen kostbaren tijd verliezen, maar vastberaden de hand aan 't werk slaan.

Van die gedachte doordrongen, drukt de Middenafdeeling den wensch uit dat de Regeering zich ijverig en practisch zou bezighouden met de verbetering van het klein krediet.

EERSTE VRAAG.

« Wat denkt de Regeering te doen om het klein krediet te bevorderen? Wat heeft zij reeds op dat gebied verwezenlijkt? »

ANTWOORD.

« Een bestuur werd onlangs in 't leven geroepen bij het Ministerie van Nijverheid en Arbeid; onder den naam van Ambt voor ambachten en neringen, met het doel namelijk de kredietinstellingen ten dienste van ambachtslieden, kleine patroons en winkeliers te bestudeeren. (Koninklijk besluit van 25 Maart 1908, art. 5 en 6.)

« Kon die studie uitkomen op een ontwerp tot inrichting van het klein krediet, het Ministerie van Financiën zou eene poging doen om het klein krediet in België te helpen redden uit den minder gunstigen toestand waarin het thans verkeert. »

(Zie *Handelingen der Kamer*, vergadering van 1 Mei 1908, bladz. 1743).

Hier volgt het uittreksel uit de redevoering van den achtbaren heer Minister van Financiën, daareven bedoeld. Wij achten het nuttig het hier over te drukken, omdat het de beraadslaging toelicht en het de inzichten der Regeering beter zal doen kennen :

» Ofschoon hij de politiek der Nationale Bank bij het bepalen van het discontobedrag goedkeurt, zou hij (de heer Denis) er willen toe komen, het binnenlandsch disconto te scheiden van het buitenlandsche. Daar de verhooging van het discontobedrag slechts ten doel heeft den uitvoer van geldspeciën te beletten, zou, volgens het achtbaar lid, deze verhooging alleen hen moeten treffen, die er uitvoeren, en diegene vrijlaten, welke enkel voor de inlandsche markt disconteeren.

» Dit ware opperbest, doch het is onuitvoerbaar. In 1900 bewees ik het omstandig bij de behandeling der wet die het privilege van de Nationale Bank verlengt; ik zal het thans niet herhalen, doch enkel doen opmerken dat het door het achtbaar lid gewenschte onderscheid in strijd is met het beginsel zelf dat de bepaling van het discontobedrag regelt.

» Inderdaad, men verhoogt het niet alleen, zooals men in het publiek denkt, om de vlucht der discontogevers te stremmen en de vragen om disconto te doen afnemen : men doet het ook om aan de kapitalisten des lands eene zoo winstgevende belegging te verzekeren als die welke men hun in het buitenland voorspiegelt; men doet het, ten slotte, om de vreemde kapitalen in het land te lokken met het aas van eenen hoogen interest.

» Het is blijkbaar dat elke maatregel die, op het oogenblik dat de verhooging van het disconto noodig wordt bevonden, voor gevolg mocht hebben, op de binnenlandsche markt een overvloedig disconto op lagen voet te verzekeren, de door de Nationale Bank bepaalde verhooging zou beletten bedoelde driedubbele uitwerking te hebben : de vraag om disconto zou niet verminderd worden, de Belgische kapitalisten zouden er geen belang bij hebben hunne gelden in België te beleggen, de vreemde kapitalisten zouden er geen belang bij hebben gelden naar België te sturen; dit zou de ware inrichting der crisis zijn.

» De schaarschste zou nog aangroeien en de eerste slachtoffers zouden diegene zijn aan wie men goedkoop disconto zou hebben willen verschaffen ;

onder voorwendsel te vermijden dat zij op het gunstig oogenblik de tijdelijke verhooging van het disconto zouden moeten ondergaan, zou men ten slotte drukkende, schier onmogelijk betaalbare disconto's invoeren; zóó zou men de zaken stremmen en den ondergang bewerken van hen die men had willen redden.

» Doch, zegt de heer Denis, de leerspreuk herhalend van Jean-Jacques Rousseau : « Wat is, is mogelijk »; welnu, het is : zie wat onlangs gebeurde in de *Union du Crédit*, wat gebeurt in de *Zentral Genossenschaftskasse* te Berlijn.

» Wat is, is mogelijk; dit zal ik niet betwisten, doch men mag daaruit niet afleiden dat wat is bij uitzondering, mogelijk is in algemeenen regel. Men kan bij uitzondering vier en twintig uren zonder eten blijven, doch ik geloof niet dat, wat ook Jean-Jacques moge zeggen, ooit iemand tot het besluit kwam dat die uitzondering een regel kon worden.

» Onderzoeken wij de twee ingeroepen gevallen.

» De *Union du Crédit*, waaraan wij, door de wet van 16 Mei 1901, rechtsbestaan gaven, is eigenlijk eene samenwerkende vennootschap; winsten en verliezen worden onder de kredietnemers verdeeld. In eene samenwerkende vennootschap kan men kiezen tusschen verrichtingen zonder winst en verrichtingen met winst die men later uitbetaalt.

» De *Union du Crédit*, die gelden beschikbaar had, verkoos het eerste stelsel; zij zag af van al de winsten of van een gedeelte der winsten, die zij had kunnen behalen door het disconto; zij zal zooveel te minder winst uitkeeren op het einde van het dienstjaar, juist zooals eene samenwerkende bakkerij, die veel beschikbaar heeft, haar brood onder den verhoogden prijs zou verkoopen, doch zonder alsdan de winst uit te deelen, die zij behaald zou hebben, indien zij tegen den normalen prijs verkocht had. De toegestane afslag vergoedt het gebrek aan winst.

» Doch, de samenwerkende vennootschappen kunnen enkel zóó handelen op eene voorwaarde, namelijk dat zij beschikbare gelden bezitten; nu, deze zijn begrensd; en zoodra de *Union du Crédit* haar papier zou moeten wederdisconteeren op de Nationale Bank, zou de regel weder zijne oppermacht doen gelden. Er is hier dus enkel sprake van een voorbijgaanden toestand, van eene uitzondering.

» Terloops doen wij aanmerken dat, zelfs in het geval waarin de *Union du Crédit* met hare beschikbare gelden enkel in het binnenland gedisconteerd zou hebben, men zeker kan zijn dat de opbrengst ervan gedeeltelijk door hare klanten werd gebruikt om in den vreemde betalingen te doen; daaraan valt niet te twijfelen; de scheiding tusschen nationaal en internationaal krediet, nagestreefd door den heer Denis, dus niet verwezenlijkt werd.

» Wat betreft de *Central Genossenschaftskasse* in Pruisen, of eigenlijk de Centrale Kas, wier werking ik bestudeerd heb, moet men niet gelooven dat zij het papier van den middenstand tegen merkkelijk minder bedrag disconteert — de helft minder, heeft men geschreven — dan dat van de Reichsbank : het discontobedrag van de Centrale Kasis over 't algemeen slechts eenige centiemen ten honderd lager dan het regeland bedrag van de Reichsbank, en

dit disconto wordt niet rechtstreeks verstrekt aan de particulieren, noch zelfs aan de mutualiteiten, doch aan de bonden van vereenigingen van onderling krediet, die hoogst waarschijnlijk verplicht zijn het in zekere mate te verhoogen om hun risico en kosten te dekken. De Centrale Kas leent hun ook geld op pandgeving, tegen denzelfden intrest als de *Reichsbank*, die gewoonlijk op de pandgevingen één ten honderd voorafneemt boven het discountobedrag; deze voorwaarden zijn werkelijk zwaarder dan die der Nationale Bank van België: voor de pandgevingen werd bij de Centrale Kas 6.41 t. h. betaald in 1906; bij de Nationale Bank werd betaald 3 tot 3 1/2 t. h.

« Ten slotte, zooals de heer Denis doet opmerken in zijne nota der minderheid, ontvangt de Centrale Kas de bewaargevingen der bonden tegen 3 t. h. en doet haar voorschotten tegen 3 1/2 t. h. Het krediet, onder deze drie vormen: disconto, pandgevingen, voorschotten in rekening-courant, bedroeg in 1906 de som van 77,904,400 mark, doch het waarborg-kapitaal der 13,912 aangesloten vereenigingen bedroeg 191,430,700 mark.

» Doch deze inrichting strekt zich op verre na niet uit over gansch de binnenlandsche markt; het geldt hier, wij herhalen het, eene uitzondering, want een der kenmerken dezer vereenigingen is dat zij enkel omvatten hetgeen men de gesloten klandizie noemt: niet al wie zulks verlangt komt er in, men moet bepaalde bedrijven uitoefenen, en het krediet wordt door het reglement voor elk lid beperkt; niemand, hoe bemiddeld hij ook zij, kan het krediet overschrijden, dat voor allen is vastgesteld.

» Ik wil van dit onderwerp niet afgaan zonder te doen opmerken dat, in strijd met de alom verspreide meening in België, de Pruisische inrichting geen krediet verleent in den blinde en zonder stevigen waarborg: in Duitschland beleven de maatschappijen van onderling krediet, die aanzienlijk aangroeiden sedert de oprichting van de Centrale Kas in 1895, een bewonderenswaardigen, alhier onbekenden bloei. Doch, reeds vóór deze oprichting, tegen welke overigens de erkende zegsmannen van Schulze-Delitzsch en Raiffeisen zich verzetten, deden zij jaarlijks voor 1 1/2 milliard zaken.

» Wat er ook van zij, het krediet van den middenstand is al onze bezorgdheid waardig; en indien de medehulp der particulieren niet achterwege blijft, hoop ik eene poging te kunnen wagen om den goeden wil ter zijde te staan en den veeleer benepen toestand te verhelpen, waarin thans in België het krediet voor den middenstand verkeert. »

De Middenaafdeeling onthaalde met genoegen dit laatste gezegde.

In het belang van den middenstand, die de gansch bijzondere bescherming der openbare machten zoo ruim verdient, drukt zij den wensch uit dat die goede inzichten spoedig een heilzame uitwerking mochten hebben.

II. — DE « CLEARING ».

De onlangs in Amerika heerschende crisis, die zich openbaarde door gebrek aan geldspeciën, vestigde de aandacht van de Middenaafdeeling op het nut van de uitbreiding onzer muntuitrusting en op de doelmatigste middelen tot bezuiniging, voor zooveel het mogelijk is, van den geldsomloop.

Verleden jaar werd het historiek gemaakt van de inrichtingen voor

schuldvergelijking in het verslag van de Middenafdeeling over de Begrooting van 's Lands Middelen, en in eene daaraan toegevoegde nota der minderheid. Wij zullen daar niet op terugkomen.

Wij zullen ook niet verder uitweiden over het nut dier instelling; de diensten, die zij geroepen is te bewijzen, zijn voor niemand een geheim; talrijk zijn zij die veel geld en tijd hopen te winnen bij het innen der onderlinge inschulden door middel van een enkel overschrijven in de boeken. Het voorbeeld van Londen en New-York, waar dergelijke verrichtingen met honderden milliarden geschieden, is inderdaad zeer leerrijk.

De Middenafdeeling, die dit jaar de begrooting van het Ministerie van Financiën onderzocht, uitte enkel den wensch, op de hoogte gebracht te worden van de nieuwe regeling, van de gedane verrichtingen en van de verkregen uitkomsten. Te dien einde richtte zij tot de Regeering de volgende vraag :

2^e VRAAG.

« Kan de Regeering de volgende inlichtingen verschaffen over de instelling van een « clearing house » ?

» Hoe werd die inrichting voor schuldvergelijking opgevat?

» Aan welke voorwaarden is de aansluiting onderworpen?

» In welke mate nemen de kredietinrichtingen deel aan dien dienst van schuldvergelijking?

» Welke toetredingen heeft men tot heden verworven, en welk is het daaraan beantwoordend bedrag der bewaargevingen in rekening-courant? »

ANTWOORD.

« Bij toepassing van artikel 35 der statuten van de Bank, luidende « dat zij kan medewerken tot het oprichten en beheeren van kantoren voor vereffening (clearing houses) ».

» Naar luid van het reglement der inrichting voor schuldvergelijking, worden de aanvragen tot aanneming, ingediend door het bestuurscomitee of door ten minste zes deelnemers, onderworpen aan de algemeene vergadering waar de beslissingen bij meerderheid der stemmen genomen worden, terwijl ten minste twee derden der leden moeten aanwezig zijn.

» Twintig aanzienlijke firma's te Brussel gaan thans over tot schuldvergelijking met hun kredietpapier.

» De toetredingen, tot heden ontvangen, zijn de volgende :

» 1. Nationale Bank van België;

» 2. Banque de Bruxelles ;

» 3. Banque Internationale de Bruxelles ;

» 4. Banque d'Outremer ;

» 5. Caisse générale de Reports et de Dépôts ;

» 6. Crédit général liégeois ;

» 7. Société belge de Crédit industriel ;

» 8. Société Générale de Belgique ;

» 9. Union du Crédit ;

- » 10. Banque de Paris et des Pays-Bas ;
- » 11. Comptoir national d'escompte de Paris ;
- » 12. Crédit lyonnais ;
- » 13. Société française de Banque et de Dépôt ;
- » 14. Josse Allard ;
- » 15. Balser en C^o ;
- » 16. Cassel en C^o ;
- » 17. Crédit général de Belgique ;
- » 18. L. Lambert ;
- » 19. J. Mathieu en zoon ;
- » 20. Philipppson en C^o.

» Volgens het reglement moeten de deelnemers altijd een toercikenden voorraad in de Nationale Bank hebben liggen om het nadeelig saldo te dekken dat voortkomt uit de schuldvergelijking.

» Het bedrag van het batig saldo der aangeslotenen is geenszins vast bepaald, het is uit zijn aard zelf veranderlijk. »

III. HET STELSEL DER PATENTEN.

Naar het verslag der vierde afdeeling, was de Nationale Commissie voor den Middenstand van meening, in hare algemeene vergadering van 22 Januari 1907, dat « de Belgische wetgeving op het stuk van patentbelasting niet meer beantwoordt aan den huidige toestand van den handel en van de nijverheid, en dat zij dient herzien te worden. »

Wetende hoe kiesch het is en hoeveel tijd het vraagt fiskale nieuwigheden in te voeren, besloot de Middenafdeeling dit jaar haar onderzoek te bepalen bij de studie van eene lang verwachte hervorming, die met evenveel kracht als volharding gëeischt werd door al de Congressen van den Middenstand : *de herziening der patenten van de groote winkelhuizen*. Het schijnt dat er te dien opzichte eene aanzienlijke leemte aan te vullen is in onze fiskale wetgeving, en terecht is de Nationale Commissie van meening « dat de openbare lasten niet billijk verdeeld zijn over de verkoophuizen met groot kapitaal (bazars, groote magazijnen, enz.) en de kleinhandelaars ».

Daarom worden door deze Commissie de volgende wijzigingen in het patentstelsel aanbevolen :

A. — Bij n^r statistiek 206 van de tabel n^r 6 der wet op de patenten :

§ 1. *Nieuwe tekst.* — Om het recht vast te stellen voor de kooplieden die in 't klein verkoopen of voor de winkeliers, zal men tot grondslag nemen het bedrag van hunnen verkoop gedurende het jaar dat aan het jaar van den aanslag voorafgaat. Bij de vaststelling van den vermenigvuldiger die tot de berekening van het patent dient, zal het verkoopprijs verhoogd worden naar evenredigheid :

1^o Van het getal bedienden belast met den verkoop en niet behoorend tot de familie van den patroon ;

2^o Van het getal onderscheidene handelsbedrijven door hen uitgeoefend, met inachtneming, te dien aanzien, van de wetten in het buitenland.

De firma's, die bijhuizen hebben, moeten aan de belasting onderworpen worden voor het volle cijfer der zaken verhandeld door de bijhuizen met de verbruikers.

Zij moeten aan de belasting onderworpen worden voor het cijfer der zaken, door het hoofdhuis verhandeld met de hulphuizen.

Het volle cijfer der door de bijhuizen verhandelde zaken zal tot grondslag dienen voor de toepassing van den vermenigvuldiger van het patent dat aan het moederhuis op te leggen is (1).

§ 2. — *Weglating* van het 2^o lid van artikel 207. (In de klasse der koopwaren of waren van de eerste soort zijn begrepen; rook- en snuiftabak, de waren en andere voorwerpen van vreemde afkomst of fabrikaat, of voortkomende uit de koloniën. De waren en voorwerpen van de tweede klasse zijn al die welke hierboven niet begrepen zijn in de eerste soort.)

§ 3. — *Behoud*. (Worden beschouwd als kooplieden-winkeliers, zij die, in hunne winkels of woningen, aan particulieren waren verkoopen met het stuk, den meter, het pond, of anderszins in het klein. Zij die daarenboven aan kooplieden in 't groot, in 't klein, of aan marskramers de voorwerpen verkoopen waarin deze handel drijven, hebben volgens omstandigheden te betalen, boven hun recht als kleinhandelaars, een ander recht als kooplieden in 't groot of handelaars. Zij zijn insgelijks onderworpen aan een bijzonder recht, indien zij hunne waren verkoopen op eene der wijzen aangeduid in tabel n^o 7, of indien zij dranken verkoopen, of welke andere waren ook verkoopen, of welken anderen handel ook uitoefenen, met name aangeduid in deze wet. Verkeeren zij in een der bovengemelde gevallen dat aanleiding zou geven tot een bijzonder recht, dan zal daarvan uitdrukkelijk aangifte worden gedaan.)

B. — In de wet van 6 Juli 1891 :

Arr. 2. — *Weglating* der in-deeling in zeventien klassen, art. 4, lid. 2. Wanneer de naamlooze vennootschappen het bedrijf van koopman-winkelier uitoefenen, zijn zij onderhevig aan dezelfde patentrechten als de particulieren. Zij kunnen gehouden zijn, evenals de samenwerkende vennootschappen, het bedrag van hunnen verkoop te bewijzen door hunne boeken en inventarissen.

De tegenstrijdige bepalingen der wetten van 1819, 1823, 1849, 1871, enz., zijn afgeschaft.

C. — In de artikelen 35 en 35 van de wet op de patenten :

Toepassing der bepalingen op een register vermeldende het bedrag van den verkoop der winkeliers en het getal bedienden met den verkoop belast, derwijze dat de ware verhouding van het patent met het handelscijfer vastgesteld wordt en men zekerheid krijgt aangaande de nauwkeurigheid der aangiften.

(1) Algemeene vergaderingen van 22 Januari en 5 Februari 1907.

D. — In artikel 44 der wet op de patenten :

(Vervanging, voor de winkeliers, van het tarief der klassen door het stelsel van den vermenigvuldiger.)

Voorgestelde tekst : Het minste patentrecht bedraagt fr. 0.50 voor eenen verkoop van 1,000 frank. Boven dit cijfer, wordt een klimmende belasting geheven : fr. 0.15 per 1,000 frank tot 100,000 frank; fr. 0.01 per 1,000 frank tusschen 100,000 frank en 1 millioen; fr. 0.005 per 1,000 frank boven een millioen.

Nochtans mag het bedrag van het patent 3 t. h. van den verkoop niet te boven gaan.

* * *

De Middenafdeeling zou wellicht aan haren plicht te kort komen, indien zij de Regeering niet wees op bovenstaande wenschen, door de Nationale Commissie uitgedrukt.

3^e VRAAG.

« Wordt de studie betreffende de herziening van het patentenstelsel in het Ministerie van Financiën voortgezet ? Is de Regeering niet van meening dat er bijzondere aandacht moet worden gewijd aan de wenschen uitgedrukt door de vierde afdeeling en door de algemeene vergadering van de Nationale Commissie voor den Middenstand, betreffende de patenten der verkoophuizen met groot kapitaal (bazars, groote magazijnen) ? »

ANTWOORD.

« Ik verwijs naar het antwoord op de eerste vraag der Middenafdeeling, belast met het onderzoek van het ontwerp der Begrooting van 's Lands Middelen, dienstjaar 1909 (zie bladzijde 23 van het verslag) en naar mijne verklaringen in den loop der beraadslaging over dat ontwerp ter Kamer. (Vergadering van 16 December 1908. *Handelingen*, bladz. 322.)

Die stukken volgen hier :

Begrooting van 's Lands Middelen voor het jaar 1909. — Verslag namens de Middenafdeeling (1).

1^e VRAAG.

« Welke hervormingen denkt de Regeering in te voeren in het belastingstelsel, eerst voor de erfenisrechten ten einde het roerend kapitaal te treffen; verder, voor de patenten, waarvan herziening verlangd wordt, en eindelijk voor de personeele belasting ? »

ANTWOORD.

« In zake van fiskale wetgeving kan de Regeering slechts hare inzichten doelmatig kenbaar maken door het neerleggen van wetsontwerpen. Verscheidene punten, in die vraag bedoeld, liggen ter studie; doch deze is niet genoegzaam gevorderd om er afdoende besluiten uit te trekken. »

In zijne redevoering uitgesproken in de Kamer op 16 December 1908 (1), doet de heer Minister van Financiën opmerken dat, naast de vrijstelling van het patentrecht verleend aan bedienden wier jaarwedden van 1,800 tot 2,000 frank bedragen, ook deze der gansche landbouwklasse moet gesteld worden, waarvan de jaarlijksche opbrengst op 1 milliard 650 miljoen wordt geschat. « Ik weet wel, voegt hij er nog bij, dat onze patentwetten zwakke punten hebben; wij zullen voortdurend trachten er beurtelings verbetering in te brengen, zooals dit reeds door mijn achtbare voorganger werd gedaan, liever dan al met eens de uitkomst eener eeuwenoude vorming te vernietigen of omver te werpen. »

« Ik bedoel vooral de herziening van de maximumbelasting, waartegen, tot mijn genoegen, de heeren Vande Walle, Lemonnier en Ozeray zich verklaren.

De heer Mechelynck. — Vermeerder het getal klassen.

De heer Ozeray. — Bepaal geen getal voor de klassen.

De heer Liebaert, Minister van Financiën. — Ik kan zoo al met eens geene bepaalde formules voorleggen; ik kan enkel meeningen uitdrukken.

IV. HET VERZAMELEN DER FISKALE WETTEN IN EEN WETBOEK.

Ieder jaar wordt, ter gelegenheid van de beraadslaging over deze Begrooting, het vraagstuk van de herziening onzer fiskale wetten opgeworpen. De vroeger neergelegde verslagen wijzen op talrijke onregelmatigheden die moeten verdwijnen uit sommige wetsbepalingen welke bijna eene eeuw oud zijn; zij bevelen ook, voor verschillende punten, ernstige en hoogst nuttige verbeteringen aan.

Het onderzoek dier hervormingen zou ons te ver leiden. Het uitmuntend verslag van verleden jaar bevat een volledige uiteenzetting dier kwestie; wij komen er niet op terug om in geene herhaling te vallen. De Middenafdeeling is er van overtuigd dat, in die zaken, elke ernstige poging tot herziening afhankelijk is van eene nauwkeurige samenvoeging der ontelbare teksten, die hier en daar in onze wetten en reglementen zijn opgenomen. Daarom besloot zij, tot de Regeering de volgende vraag te richten :

4^{de} VRAAG.

« Kan de Regeering eenige inlichtingen verschaffen aangaande het verzamelen onzer fiskale wetten in een wetboek? Wordt in die samenvoeging herziening begrepen? Hoe ver is het werk gevorderd ? »

ANTWOORD.

« Eenerzijds houdt mijn Departement zich, sedert eenigen tijd, bezig met eene samenvoeging, op bestuursgebied, van de wetten betreffende de rechtstreeksche belastingen, tol- en accijnsrechten, met het oog op eene nieuwe uitgaaf van het wetboek, in 1871 verschenen.

» Anderzijds bereidt de Commissie, ingesteld bij koninklijk besluit van 24 Januari 1907, eene omwerking der wetten op de registratie-, zegel-, hypotheek- en erfenisrechten.

» Beide werken, zeer belangrijk en langdurig, worden met allen mogelijken spoed voortgezet. »

V. — GEVALLEN WAARIN DE INTERNATIONALE HANDELSSTATISTIEKEN, IN BELGIË OPGEMAAKT, NIET OVEREENKOMEN MET STATISTIEKEN VAN DENZELFDEN AARD, OPGEMAAKT IN DEN VREEMDE.

Reeds in 1900, op het Internationaal Congres voor tolregeling, te Parijs, werd gewezen op de jammerlijke gevolgen voortspruitende uit de verschillende wijze waarop, in de verschillende landen, de internationale handelsstatistieken worden opgemaakt. Wenschen werden uitgedrukt dat er zou worden gestreefd naar eene betere overeenstemming dier statistieken, en, op aanvraag van den heer Charles Legrand, afgevaardigde der Handelskamer van Parijs, werden die wenschen op het Congres voor Wereldhandel, te Bergen, in 1905, herhaald. Verscheidene specialisten, waaronder de heer Campen, bestuurder der handelsstatistiek in het Ministerie van Financiën, de heer Jullin, bestuurder van het Arbeidsambt, en onze achtbare collega, de heer Denis, poogden door hunne gewetensvolle studiën, die als verslagen op hetzelfde Congres werden voorgelegd, de vergelijkbaarheid der internationale handelsstatistieken te vergemakkelijken. Verleden jaar werd het voorstel insgelijks besproken in Kamer (1) en Senaat (2) bij de beraadslaging over de Begrooting van Financiën.

Overtuigd van de groote voordeelen die zouden voortspruiten uit het opmaken der officieele statistieken, in de verschillende landen, naar beginselen van denzelfden aard, achtte de Middenafdeeling het geraden de aandacht der Regeering nogmaals op dit belangrijk vraagstuk te vestigen.

5^{de} VRAAG.

« Het is onbetwistbaar dat er groote verschillen bestaan tusschen de internationale handelsstatistieken opgemaakt in België en dezelfde statistieken opgemaakt in den vreemde; hetgeen aanleiding geeft tot onjuiste verklaring der feiten. Heeft de Regeering, door eene internationale verstandhouding, getracht in die inlichtingen meer eenheid en stiptheid te brengen? »

ANTWOORD.

« De algemeene tabel van den Belgischen handel met de vreemde landen wordt met de grootste zorg opgemaakt.

» Zoo er tusschen die opgaven en de vreemde statistieken verschillen

(1) Kamer, *Handelingen*, bladz. 1742.

(2) Senaat, *Handelingen*, bladz. 405-407.

bestaan, dan is dit een geval dat zich voordoet in om 't even welk ander land. Zooals de afgevaardigden van mijn Departement het zeer wel betoogden in de tweede afdeeling van het Internationaal Congres voor Wereldhandel, te Bergen, spruit zulks voort uit talrijke oorzaken, onvermijdelijk in den huidige toestand.

» Als eene poging tot praktische maatregelen om die statistieken beter te kunnen vergelijken, heeft het bestuur der Belgische statistieken, sedert 1907, in de algemeene tabel van onzen buitenhandel, eene beknopte samenvatting opgenomen, naar eene nieuwe klassenindeeling bestaande uit vier groote vakken die door al de landen gemakkelijk kunnen aangenomen worden.

» I. Levende dieren.

» II. Dranken en eetwaren.

» III. Ruwe of niet afgewerkte stoffen.

» IV. Vervaardigde voortbrengselen.

» Die algemeene klassen zijn insgelijks in verscheidene klassen onderverdeeld. Dat nieuw indeelingstelsel zal op al de handelsstatistieken voor 1908 algemeen toegepast worden.

» De afgevaardigden van mijn Departement hebben te Bergen het samenstellen eener Commissie aanbevolen, bestaande uit de hoofden van de Handelsstatistiek der voornaamste landen, wier goed omschreven zending zou zijn het opzoeken van doelmatige middelen om de oorzaken dier strijdigheden te doen verdwijnen.

« Op het Congres van Bergen werd een wensch van denzelfden aard uitgedrukt, en op dat van Praag werd hij herhaald; 't is te hopen dat de Regeringen der vreemde landen hunne toetreding niet weigeren zullen. »

Hier volgt de tekst van den wensch, door het Internationaal Congres voor Wereldhandel, te Bergen, aangenomen :

« 1. Dat de ambten voor statistiek de middelen zouden opzoeken om op gelijke grondslagen te vestigen het stelsel van classificering der waren, volgens het land harer bestemming.

» 2. Dat elk land, buiten zijne bijzondere statistiek, eene algemeene lijst zou opmaken, waarop, in een beperkt getal vakken met gelijke benamingen, zouden gerangschikt worden de voornaamste voortbrengselen van soortgelijken aard, die in elk land als verbruikwaren ingevoerd worden, met aanwijzing van gewicht en waarde.

IV. HERINRICHTING VAN DEN ACCIJNSDIENST.

Zooals de opsteller van het verslag, verleden jaar uitgebracht namens de Middenafdeeling die het ontwerp van Begrooting voor het Ministerie van Financiën had onderzocht, zeer wel zegde, « kunnen de tol- en accijns-wetten beschouwd worden uit het oogpunt van hare uitwerking op de opbrengst der belasting. Aldus beschouwd, hangen zij af van de Begrooting van 's Lands Middelen.

» Maar zij kunnen ook beschouwd worden uit het oogpunt van haren in-

vloed op de handelsmarkt en vooral op de nijverheid, volgens het gemak, de hulp of de hindernis die zij eraan toebrengen. In dit opzicht hangen zij af van de Begrooting van Financiën. »

Het is dus uit dien hoofde, en ook om reden van het bijzonder belang dat zij aan die zaak hecht, dat de Middenafdeeling ertoe besloot, van de Reggeering de volgende inlichting te verzoeken :

6^e VRAAG.

« Hoever staat het met de studie betreffende de herinrichting van den accijnsdienst? Bestaat er een ontwerp? »

ANTWOORD.

« Er wordt een ontwerp opgemaakt. »

VII. DE EISCHEN VAN HET PERSONEEL.

De Middenafdeeling vestigde hare aandacht, dit jaar, in 't bijzonder op den toestand van :

- a) de landmeters van het kadaster ;
- b) de ondergeschikte tolbedienden ;
- c) de klerken bij het bestuur van rechtstreeksche belastingen, douanen en accijnzen.

A. *De landmeters van het kadaster* deelden ons hunne eischen mee in een vlugschrift verschenen in 1907 door toedoen van hun verbond en ondertee-kend door den heer Thiry, gewezen controleur van het kadaster.

De desiderata, reeds in 1908 aangeduid in het verslag over de Begrooting van Financiën, kunnen samengevat worden als volgt : inrichting van nieuwe dienstkringen ; verhooging van het bedrag der vergoeding verleend aan de ambtenaren van den kantoordienst voor werken buiten de bureeluren, door het reglement bepaald ; vergunning eener vergoeding voor verblijfkosten ; verhooging der vergoeding voor reiskosten aan landmeters in werkelijken dienst ; afschaffing der kaders en wijziging van het programma van het toelatingsexamen. Laat ons uit datzelfde vlugschrift nog de volgende wenschen mededeelen :

- a) « Het inrichten, in het Ministerie van Financiën, eener bijzondere » afdeeling voor het kadaster ;
- b) « Het opnieuw aanstellen, in de provinciën, van een enkelen opper- » overste, met titel « bewaarder van het kadaster », die onmiddellijk en » uitsluitend zou staan onder den afdeelingsoverste van het Ministerie van » Financiën ;
- c) » De benoeming der gewezen landmeters tot den graad van deskundigen » van het kadaster, die dan zouden belast zijn met het toezicht over de land- » meters in werkelijken dienst, met de schatting der gebouwen en de zoo » onontbeerlijke voorbereiding, welke zich weldra zal opdringen, van de » stukken die noodig zijn ter algemeene herziening van het kadastraal » inkomen. »

Deze hervorming zou ten doel hebben een zorgvuldig toezicht te doen uit-

oefenen over al de verrichtingen der landmeters in werkelijken dienst, en in 't bijzonder over het opnemen der gebouwen, de opsporing der niet aangegeven gebouwen, enz. In wintertijd zouden de agenten zich ook kunnen onledig houden met het opsporen van uitgestelde overdrachten. Derwijze zou men de lange dienstjaren kunnen beloonen van die waardige en toegewijde bedienden, die niet tot het ambt van controleur geroepen worden, en hun een behoorlijk pensioen bezorgen. Zoo ook zou men aan dit personeel, dat betrekkelijk klein is in getal en, bij anderen vergeleken, weinig uitkomst te verwachten heeft, eenige verbetering in hunne bevordering kunnen verschaffen.

d) Eindelijk zou men willen bekomen dat « alle werken uitsluitend zouden toevertrouwd worden aan de bedienden die tot het personeel van het kadaster behooren ».

Volgens de leden van het verbond, zouden die maatregelen vooral ten doel hebben, het kadaster voortaan zelfstandig te maken; want zij denken dat het gebrek aan zelfstandigheid de oorzaak is van het meerendeel der hierboven vermelde grieven. Die maatregelen zouden ook strekken tot het verbeteren der werking van het kadaster, zoodat openbare besturen en particulieren, die er zich toe wenden, eene grootere juistheid in de hun verschaftte inlichtingen mogen verwachten.

Zooals werd opgemerkt door den achtbaren verslaggever der Middenafdeeling die, verleden jaar, belast was met het onderzoek der Begrooting voor het Ministerie van Financiën, is onze afdeeling « niet in staat de feiten en de beschouwingen na te gaan, uiteengezet in de memorie die wij daareven ontleedden ». Wij mogen nochtans niet uit het oog verliezen dat, ten gevolge van de steeds talrijke verkooping van onroerende goederen, van het aanleggen van menigvuldige verkeerswegen en nieuwe wijken in tal van steden, de opbrengst der grondbelasting van jaar tot jaar aangroeit, en, zoo al die meerdere ontvangsten voor gevolg hebben eene immer aangroeiende verhooging van de evenredige kortingen voor de ambtenaren, met het innen van die gelden belast, dan toch geldt hetzelfde niet voor het personeel van het kadaster, wiens taak met den dag belangrijker wordt, zwaarder en lastiger.

Die beschouwingen in acht nemend en handelend op aandringen van verscheidene harer leden, besloot de Middenafdeeling de volgende vraag tot de Regeering te richten :

7^e VRAAG.

« Hoe ver is het onderzoek van den toestand der landmeters bij het kadaster gevorderd? »

ANTWOORD.

« Daar de jaarwedde der landmeters bij het kadaster in 1901 herzien werd, bestaat er geen reden om opnieuw den loonstandaard te wijzigen. »

B. *De ondergeschikte tolbeambten* hebben reeds herhaaldelijk verzocht :

a) *Het afschaffen der verplaatsing*, hun opgelegd door het bestuur na een verblijf van acht jaren in dezelfde plaats.

Dit verzoek werd reeds rijpelijk onderzocht door den achtbaren verslaggever der Begrooting voor 1908. In sommige bijzondere gevallen zou er misschien van de bestaande reglementen kunnen afgeweken worden : bij voorbeeld wanneer een bediende bijna het einde zijner loopbaan bereikt heeft, ofwel ingeval zijne verplaatsing hoogst nadeelig zou zijn voor de opvoeding zijner kinderen.

b) *De Zondags- of geregelde rust.* Zeker ware het ideaal, elken Zondag te mogen rusten. Maar wie zou dan den waakdienst doen, die, ingezien zijnen aard, nooit mag onderbroken worden? De Middenafdeeling wenscht dat de Regeering zou trachten, zooveel mogelijk, een veertiendaagschen rustdag in te richten. Het schijnt overigens dat er middel is om tot dien uitslag te geraken door het inrichten van een wisseldienst onder de acht of twaalf man die doorgaans eene brigade uitmaken. Zij wenscht ook dat de ministerieele voorschriften, waarbij aan ieder beambte het middel verschaft wordt om de goddelijke diensten op Zon- en feestdagen bij te wonen, stipt zouden nageleefd worden.

c) *Vervoer per spoor en vergoedingen voor verplaatsing.* De Ministers van Financiën, tot welke partij zij ook behoorden, aanzagen altijd het vrij verkeer op de spoorwegen als zijnde in strijd met de wet; maar de kwestie van verhooging der vergoedingen, verschuldigd voor verplaatsing wanneer de dienst het vereischt, zou wellicht kunnen aanleiding geven tot een nader onderzoek van wege de Regeering.

d) *Gelijke behandeling van Vlaamsche en Waalsche bedienden.* Sommige Waalsche leden der Middenafdeeling deden opmerken dat de bevordering, naar keus en dienstjaren, sneller schijnt voor Vlaamsche dan voor Waalsche tolbeambten. Maatregelen werden dienaangaande reeds genomen door den achtbaren heer Graaf de Smet de Naeyer. Schonken zij misschien aan de Walen geene algeheele voldoening? Wij achten het noodig hen te doen opmerken dat onze grenslijn veel langer is op Vlaamsch dan op Waalsch grondgebied; het schijnt dus hoogst natuurlijk dat de Vlaamsche tolbeambten sneller bevordering bekomen. Sommige leden trokken nog de aandacht der Middenafdeeling op deze omstandigheid, dat de voordeelen, die de Vlaamsche douaniers genieten, enkel toegeschreven worden aan het feit hunner geboorte in 't Vlaamsche land; hetgeen niet altijd zeggen wil dat zij daarom de Vlaamsche taal machtig zijn. Die verschillende opmerkingen worden aan de bijzondere aandacht van den heer Minister van Financiën onderworpen; wij twijfelen geenszins of zij zullen door hem grondig onderzocht worden.

e) *Verhooging van den standaard der jaarwedden.* — In acht nemend dat de laatste verhoogingen van jaarwedde voordeelijker waren voor dezen die nog aan den aanvang hunner loopbaan staan dan voor de oude gepreposeerden der douanen, deelde een lid der Middenafdeeling aan zijne collega's het volgende ontwerp mede :

Gepreposeerden.

Aanvangjaarwedde	1,200 frank
Na 5 jaren dienst	1,300 —
— 10 — —	1,400 —
— 20 — —	1,500 —

Onderbrigadiers.

Aanvangjaarwedde	1,500 —
Na 5 jaren graad	1,600 —
— 10 — —	1,700 —

Brigadiers.

Aanvangjaarwedde	1,800 —
Na 5 jaren graad	1,900 —
— 10 — —	2,000 —

8^e VRAAG.

« Is de Regeering niet voornemens, de jaarwedde van de lagere tolbeambten opnieuw te herzien ? »

ANTWOORD.

« De koninklijke besluiten van 3 November 1906 en van 6 Juni 1907 brachten de laatste herziening van den standaard der jaarwedden van de lagere tolbeambten mede. Vooralsnog bestaat er geen reden tot nieuwe herziening. »

9^e VRAAG.

« Hoe is het gelegen met het vraagstuk der vergoedingen voór verplaatsing aan de tolbeambten en met de vergoeding van hunne reizen per spoor ? »

ANTWOORD.

« Ingeval van verplaatsing in het belang van den dienst worden de vergoedingen, te verleenen aan de tolbedienden, door koninklijke besluiten geregeld.

» Anderdeels kan ik slechts bevestigen wat vroeger door mijn voorganger werd gezegd, en wat ik zelf op mijne beurt verklaarde in de Kamersitting van 1 Mei 1908, namelijk : dat de wet zich verzet tegen het verleenen van vrij verkeer op de spoorwegen aan bedoelde bedienden. ».

C. *De klerken bij het Bestuur van rechtstreeksche belastingen, douanen en accijnzen* der provincie Brabant vroegen onlangs de bemiddeling van den wetgever om te bekomen :

a) Eene verhooging van jaarwedde van 200 frank voor elke klasse van hun graad ;

b) Regelmatigen overgang, alle twee jaar, van de eene klasse tot de andere.

c) Verhooging van de maximum-jaarwedde van 1^e klasse, die, na 5 jaren, van 2,700 op 3,100 frank zou gebracht worden.

Men mag onderstellen, zeggen de aanvragers, dat de jaarwedden der klerken, in den beginne, derwijze berekend werden, dat zij, na twee jaren dienst in elke klasse, de zekerheid hadden eene regelmatige bevordering te bekomen. Doch in de praktijk is dit heel anders; feitelijk moet men meer dan drie jaren wachten alvorens men de minste verhooging krijgt. Overigens werden de jaarwedden, sedert 1873, niet meer herzien.

Daar zij over de noodige kennis van zaken niet beschikt om daarover te oordeelen, hoopt de Middenafdeeling dat de Regeering deze vraag welwillend zal onderzoeken, en zij bidt haar, zooveel mogelijk, belang te stellen in het lot dezer ambtenaren.

*
* / *
*

Het ontwerp van Begrooting wordt door de Middenafdeeling aangenomen met vier stemmen tegen eene.

Zij heeft de eer u voor te stellen, ze op uwe beurt aan te nemen.

De Verslaggever,

CH. GILLÈS DE PELICHY.

De Voorzitter,

ALP. HARMIGNIE.

NOTA VAN DE MINDERHEID.

INRICHTING VAN HET KREDIET VOOR DEN MIDDENSTAND.

Ik acht het onnoodig, thans over te gaan tot het onderzoek van de denkbeelden uiteengezet door den heer Minister van Financiën en overgenomen door den heer verslaggever, evenmin als van de ontwerpen tot herinrichting van het krediet, die door den heer Lambrechts en door ons werden onderworpen aan de Commissie voor den Middenstand. Het volstaat, in herinnering te brengen dat beide gunstig werden onthaald. Overigens, in vroegere notas heb ik mijn voorstel medegedeeld en ik bepaal mij er bij, daartoe te verwijzen; doch wat thans dient te worden gezegd is, dat de belanghebbenden zelf willen beproeven, met de medewerking van den Staat, uit dit theoretisch tijdperk te treden, en daarom moet het verslag worden aangevuld door in herinnering te brengen, dat de afgevaardigden van den Bond der Volksbanken zich voorstander verklaarden van het eerlang oprichten eener instelling die hare werking zou centraliseeren en een spoorslag zijn zou voor de coöperatieve en mutualistische beweging, zooals werd gedaan — doch in uiterst meer geringe mate — door de Pruisische *Central Genossenschaftskasse*. Het *Bulletin de l'Office des classes moyennes* deelt, in het nummer van 16 October 1907, de besluiten dier verbonden banken mee. Deze besluiten dienen zelf medegedeeld te worden aan de Regeering en aan 's Lands vertegenwoordigers; zij behoeven in 't openbaar te worden behandeld. Vooral de medewerking der Spaarkas met waarborging door den Staat wordt door die banken gevraagd. De Spaarkas zou de spil van het onderling krediet kunnen zijn; tevens zou zij hare zelfstandigheid en hare bewonderenswaardige waarborgen van zekerheid behouden, zooals zij, mijns inziens, een raderwerk van den hervormden geldomloop kan en moet zijn.

De rechtvaardiging van 's Rijks geldelijke tussenkomst, hetzij bij wijze van begiftiging, hetzij bij wijze van waarborging, in het ontwerp uitgaande van bedoelden Bond evenals van de Commissie voor den Middenstand, steunt, in elk geval, op belangrijke feiten als deze: ten gevolge van de algemeene gebrekkigheid van ons stelsel van geldsomloop en van krediet gedurende de crises, wordt de last van den handel spoedig grooter, naarmate het disconto hooger wordt.

	1905.	1906.	1907.	1908.
Gemiddeld bedrag van het disconto	5.17	3.84	4.95	3.56
Gezamenlijke opbrengst van de tussenkomst der Bank	175.08	176.59	187.08	187.08
Aandeel van den Staat	5,589,161	7,330,508	12,731,111	7,053,020

Uit de laatste twee verslagen blijkt dat in 1907 en 1908 de Schatkist heeft ontvangen :

Een vierde van de winsten boven 4 t. h. van het kapitaal der Bank . . .	2,635,447 87	2,635,491 16
Het abonnement op het zegel der wissels.	371,702 37	376,539 98
De bijdrage der Bank in de kosten der Thesaurie	230,000 »	230.000 »
Het patentrecht	214,149 »	225,345 »
Een vierde per half jaar op den omloop boven de 275 millioen	2,267,270 »	2,326,937 57
De opbrengst van het disconto en van de leeningen boven 5 1/2 t. h.	7,002,541 06	4,258,706 58
	12,721,111 36	7,053,020 70

Wat is de laatste post, die op twee jaar meer dan 8 millioen bereikt, anders dan een premie, betaald door de natie, niet zelden door in 't nauw gebrachte en arme lieden, tegen het gevaar den muntvoorraad te zien vermindern ten gevolge van uitheemsche invloeden ?

't Is eene verzekering tegen het gemis van solidariteit in de wereld, en die premie valt ten laste, voor ten minste vier tienden, van den klein- en middenhandel, evenals van de klein- en middennijverheid. Moet die premie in 's Rijks kas terechtkomen als inkomst, of moet zij dienen, althans gedeeltelijk, tot het invoeren van een nieuw stelsel, waarbij eene wezenlijke solidariteit zou worden gehuldigd, en aldus ten goede komen aan nijverheid en handel ?

Het volstaat de ontwikkeling der Volksbanken en der Mutualiteiten voor Krediet in België beknopt uiteen te zetten om te beseffen hoe eene groote gemeenschappelijke poging noodig is.

Bij de toepassing van het beginsel der mutualiteit in België deden zich twee verschillende tijdperken en twee bepaalde vormen voor, die het onmogelijk is van elkander te scheiden. Zijn zij geschikt voor verschillende groepen van belanghebbenden, handelaars en nijveraars, toch gaan zij uit van een zelfde beginsel van mutualiteit : het zijn de Kredietverenigingen en de Volksbanken. De Kredietvereniging is eene eigenaardige toepassing, in België, van het beginsel der solidariteit ; de Volksbank is eene uit Duitschland overgenomen schepping die toegepast wordt op onzen landaard.

Het ontstaan der Kredietverenigingen ging dit van de Volksbanken vooraf. Gedurende zestien jaar, van 1848 tot 1864, breiden alleen de Kredietverenigingen zich uit. In 1864, toen de eerste Volksbank tot stand kwam, waren er reeds drie met 3,227 leden. Van 1864 af houden zij gelijken tred, en het is belangwekkend dit na te gaan. Het getal Kredietverenigingen neemt toe tot in 1885 ; toen zijn er acht ; dat getal valt op zes in 1897 ; in 1905 zijn er zeven. In 1875 bereiken zij het hoogste getal leden (6,773) ; dat getal vermindert vervolgens en, na de wet van 16 Mei 1901, die haar rechtspersoonlijkheid toekent, klimpt opnieuw, in 1903, tot 6,546 voor zes Vereenigingen ; in 1906 tellen de zeven Vereenigingen in 't geheel 6,958 leden.

Het getal Volksbanken veranderde steeds: na spoedig geklommen te zijn tot achttien in veertien jaar tijds, van 1864 tot 1878, heeft het twintig jaar noodig om een en twintig te bereiken in 1897; daarna daalt het, en in 1903 zijn er nog slechts 17 Volksbanken; in 1905 kwamen er drie bij, en het getal daarvan klom dus weer tot zijn vorig-cijfer. Wat het getal vennoten betreft, dit gaat beter vooruit, ondanks onvermijdelijke schommelingen, doch de vooruitgang is ongelukkiglijk zeer traag. Van 1870 tot 1881 klimt het van 4,145 tot 10,413; van 1881 tot 1903, in een termijn eens zoo lang, bereikt het slechts 15,721; op drie en dertig jaar tijds, werft het volkskrediet minder dan 12,000 nieuwe vennoten. Men mag dus terecht meenen dat de Volksbanken moeten steunen op een centrale inrichting.

Uitbreiding van het Onderling Krediet in België.

JAREN.	VOLKSBANKEN.		KREDIETVEREENIGINGEN.		GEHEEL BEDRAG.	
	Aantal.	Leden.	Aantal.	Leden.	Aantal.	Leden.
1848.	—	—	1	218	1	218
1861.	—	—	3	3,217	3	3,217
1864.	1	220	—	—	—	—
1865.	3	1,565	4	4,211	7	5,776
1870.	9	4,145	5	5,577	14	9,722
1875.	12	7,076	7	6,773	19	13,849
1881.	18	10,413	8	6,222	26	16,635
1885.	15	9,909	8	5,800	23	15,709
1892.	20	10,603	7	5,267	27	15,870
1897.	21	13,341	6	5,429	27	18,770
1903.	17	15,721	6	6,546	23	22,267
1906.	(?) 17	15,723	6	6,958	—	22,679

Men kan zich een denkbeeld vormen van de hoegrootheid van het vraagstuk van het krediet voor den middenstand, wanneer men die cijfers plaatst benevens de gegevens van de nijverheids- en van de fiskale statistiek, Gesteld dat de 22,000 vennoten der Volksbanken en der Kredietvereeningen allen tot den middenstand behooren, wat klaarblijkend niet het geval is, dan wordt men pijnlijk getroffen door het feit, dat een aanzienlijk getal handelaars en nijveraars vreemd blijven aan de mutualiteit, en dat zij ofwel geheel buiten het krediet werken, dit wil zeggen buiten den hooger en vorm van het economisch leven, ofwel noodzakelijkerwijze zich moeten wenden tot private banken. In 1895 waren in België 219,300 nijverheids-ondernemingen, uitgeoefend door werklieden of ondernemers die niet meer dan vier werklieden bezighielden, en die gezamenlijk de kleine, de zeer kleine nijverheid uitmaakten. In 1902 zijn er 171,457 belasting-

schuldigen aangeslagen naar tarief A der wet van 1849 op het patentrecht : zij betalen van fr. 1.70 tot 13 frank recht in hoofdsom ; 380,416 betalen, volgens tarief B, ten hoogste van fr. 10.60 tot 14 frank patentrecht, naar gelang van den rang der gemeenten die zij bewonen ; steunende enkel op de statistieken van het patentrecht, bevindt men dat het getal vennooten der Volksbanken en Kredietvereeningen slechts 3 t. h. bereikt van het getal kleine patentplichtigen (551,873). Zoo luidt de droeve welsprekendheid der cijfers ; zoo wordt ook bewezen hoe groot de hervormingen zijn, die dienen te worden ingevoerd, en hoe krachtig er moet gestreefd worden naar Staatsbemoeienis in deze.

DE CHÈQUE- EN CLEARINGDIENST IN DE BELGISCHE SPAARKAS.

De instelling van dien dienst dringt zich, naar mijne meening, het meest op, en ik wijs nogmaals op de voorstellen, door mij sedert tien jaar overgelegd, en op de nota's die ik aan de vroegere Middenafdeelingen overmaakte. De door mij voorgestelde oplossing kan niet vervangen worden door welke bemoeienis ook van de Nationale Bank.

Zij heeft immers het karakter dat Koechlin zoo bewonderenswaardig oplegde aan den posterijdienst, in Zwitserland ingesteld door de wet van 16 Juni 1903, benevens de zoo uitgebreide diensten van de Middenbank der Republiek.

In een democratisch land als Zwitserland, heeft men erkend dat de dienst der loopende rekeningen van de Staatsmiddenbank vooral geschikt is voor de grootnijverheid en den groothandel. Daarom heeft men, na de oprichting dezer bank, den dienst van checks en overschrijvingen in de posterijen ingericht ten behoeve van de kleinijverheid en van den kleinhandel. Des te meer moet het in België aldus geschieden waar de Nationale Bank eene bevoorrechte kapitalistische instelling is.

De Spaarkas moet het hoofdorgaan zijn van dien dienst in België. Zij beoogt enkel het algemeen belang, en men mag haar ontnemen noch het gedeelte der bewaargevingen, dat men tot den nieuwen dienst bestemmen zal, noch de beleggingen ervan tegen intrest. De Spaarkas met hare bewonderenswaardige hoedanigheid van inrichting voor het algemeen belang, moet hier vooral de opleidster zijn van den middenstand, van de arbeidersklasse, van de samenwerkende maatschappijen in het algemeen ; aldus zou men het ontstaan van talrijke kredietmutualiteiten voorbereiden. Zij is de lagere school voor den verbeterden geldsomloop en voor het onderling krediet.

Enkel ingeval van volstrekt verzet van wege de Spaarkas vraag ik dat deze dienst, evenals in Zwitserland, aan de Posterijen zou toevertrouwd worden.

HANDELSSTATISTIEKEN.

Niemand erkent met meer genoegen dan ik, dat onze handelsstatistiek in een verbazende mate verbeterd werd.

Toch kan het antwoord der Regeering mij niet ten volle bevredigen.

Het gebrek aan overeenstemming tusschen de statistieken is zoo groot dat het onmogelijk is na te gaan welke de uitwerking is van de handelsverdragen en zich een nauwkeurige voorstelling te vormen van den toestand van den wissel ten aanzien van zekere landen, bij voorbeeld van Frankrijk.

Dit gebrek aan overeenstemming blijkt op beslissende wijze, vooral voor Duitschland en Frankrijk, uit de diagrammen die ik opmaakte en bij deze nota voeg. Het verschil is voorwaar ontzaglijk groot en voortdurend moet men den bijzonderen handel (invoer tot verbruik en uitvoer uit het vrije verkeer) verwarren met den doorvoerhandel.

**INVOER TOT VERBRUIK EN UITVOER UIT HET VRIJE VERKEER VAN BELGIË MET DUITSCHLAND, VOLGENS
DE BELGISCHE STATISTIEKEN**

UITVOER UIT BELGIË

Jaar.	1907	1906	1905	1904	1903	1902	1901	1900 (1)	1899	1898	1897	1896
Hoeveelheden . . .	3,334,601	3,027,586	3,098,038	2,578,701	2,219,907	2,110,881	2,077,482					
Waarde.	632,046	573,348	499,516	443,866	404,749	381,698	367,310	361,526	424,372	400,051	315,898	284,606
	1895	1894	1893	1892								
Waarde.	270,557	257,574	261,869	273,506								

(1) Vóór 1901 zijn de hoeveelheden niet aangewezen.

**INVOER TOT VERBRUIK EN UITVOER UIT HET VRIJE VERKEER VAN BELGIË MET DUITSCHLAND, VOLGENS
DE DUITSCHE STATISTIEKEN.**

INVOER IN DUITSCHLAND.

(Waarde in miljoenen mark.)

Jaar.	1907	1906	1905	1904	1903	1902	1901	1900	1899	1898	1897	1896	1895	1894	1893	1892
	296,7	291,2	273,3	231,0	205,8	194,5	182,6	220,5	246,1	201,4	186,5	175,7	179,2	171,6	189,9	208,2
Edele metalen . . .	5,5	4,9	4,2	2,5	1,6	2,2	3,9									

INVOER UIT BELGIË IN FRANKRIJK, VOLGENS DE FRANSCHÉ STATISTIEKEN.

BIJZONDERE HANDEL.

Jaar.	1906	1905	1904	1903	1902	1901	1900	1899
	377,000	312,906	306,418	324,988	330,081	357,700	421,930	332,400

UITVOER UIT BELGIË IN FRANKRIJK VOLGENS DE BELGISCHE STATISTIEKEN

BIJZONDERE HANDEL.

Jaar.	1907	1906	1905	1904	1903	1902	1901	1900	1899	1898	1897
	530,492	548,062	371,632	346,670	393,074	357,337	350,598	426,092	345,805	331,963	297,938

N. B. Van 1892 tot 1900 is de waarde van het goud en het zilver begrepen in de totalen.

Kost wat kost moeten de jaarlijksche tabellen voor enkele landen, hoofdzakelijk voor Duitschland en Frankrijk, de gegevens vermelden der statistiek wat betreft hun invoer uit België.

H. DENIS.



